



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 46 du 28 décembre 2012*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 28 décembre 2012

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>1883</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1883</b>
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>1883</b>
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1883
Arrêté du 19 décembre 2012 autorisant la création de la communauté de communes du pays du Saintois issue de la fusion de la communauté de communes du Saintois, de la communauté de communes du Mirabée et de la communauté de communes « la Pipistrelle » intégrant les communes d'Houdreville, Gerbécourt et Haplemont et Quevilloncourt.....	1883
Arrêté du 19 décembre 2012 autorisant la création de la communauté de communes de Hazelle en Haye issue de la fusion de la communauté de communes de Hazelle et de la communauté de communes du massif de Haye.....	1888
Bureau des procédures environnementales.....	1892
Décision du 14 décembre 2012 relative à la commission d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur de Meurthe-et-Moselle.....	1892
Arrêté complémentaire du 21 décembre 2012 nommant les membres du bureau de la commission de suivi de site de la société VICAT à Xeulley.....	1894
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>1894</b>
Bureau de l'interministériarité.....	1894
Arrêté N° 12.BI.54 du 27 décembre 2012 modifiant la délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL.....	1894
Arrêté N° 12.BI.55 du 27 décembre 2012 modifiant la délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE.....	1896
Arrêté N° 12.BI.56 du 27 décembre 2012 accordant délégation de signature à M. Claude d'HARCOURT, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Région Lorraine.....	1897
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>1898</b>
<b>SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST.....</b>	<b>1898</b>
<b>ARRONDISSEMENT ENVIRONNEMENT-MAINTENANCE-EXPLOITATION.....</b>	<b>1898</b>
Décision AEME n° 2012-01 en date du 14 décembre 2012 portant application de l'interdiction de stationnement et de la signalisation, en rive gauche et rive droite, sur le canal de la Marne au Rhin Est, Embranchement de Nancy (Bief de partage), du point kilométrique (PK) 7.550 au point kilométrique (PK) 7.850 sur le territoire de la commune de Ludres.....	1898
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>1899</b>
<b>DIRECTION AMBULATOIRE ET ACCES A LA SANTE.....</b>	<b>1899</b>
Arrêté N° 2012-1564 du 27 décembre 2012 portant modification au cahier des charges régional de la permanence des soins en médecine ambulatoire de la région Lorraine.....	1899
<b>DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1900</b>
Etablissements médico-sociaux.....	1900
Décision n° 2012-1050 du 12 décembre 2012 modifiant la dotation globale de financement pour l'année 2012 - Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD) géré par l'association AGU 54 - FINESS N° 54 001 5799.....	1900
Décision n° 2012-1051 du 12 décembre 2012 modifiant la dotation globale de financement pour l'année 2012 - Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD) géré par l'association AIDES 54 - FINESS N° 54 001 5658.....	1900
Etablissements de santé.....	1901
Arrêté ARS-DT 54 N° 1448/2012 du 18 décembre 2012 modifiant l'arrêté ARS-DT N° 699 du 9 juillet 2012, et portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin au 1er août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	1901
<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....</b>	<b>1902</b>
<b>DIRECTION.....</b>	<b>1902</b>
Convention de délégation du 27 novembre 2012.....	1902
<b>UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1903</b>
SSRE / DOETH.....	1903
Décision SP/2012-20 du 11 décembre 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne - Entreprise individuelle BASTIEN Mickaël à Nancy.....	1903
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>1903</b>
<b>AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....</b>	<b>1903</b>
Commune de Bralleville - Arrêté N° 2012/DDT54/ADUR/008 du 13 décembre 2012 relatif à la carte communale de Bralleville en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme.....	1904
<b>ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....</b>	<b>1904</b>
Arrêté DDT-PECHE 2012/023 du 22 novembre 2012 définissant l'avis annuel des périodes d'ouverture de la pêche en eau douce dans le département de Meurthe-et-Moselle en 2013.....	1904
Arrêté DDT-PECHE 2012/024 du 19 novembre 2012 autorisant la capture et la remise à l'eau du poisson dans le cadre des travaux de remise en état de la porte aval de l'écluse de Pagny-sur-Moselle.....	1905
Arrêté DDT-PECHE 2012/025 du 30 novembre 2012 autorisant la pêche de la carpe de nuit dans le département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2013.....	1906
Arrêté DDT-PECHE 2012/026 du 30 novembre 2012 autorisant la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique à pratiquer des pêches à des fins scientifiques et de transporter du poisson dans le département de Meurthe-et-Moselle pour 2013.....	1908
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....</b>	<b>1910</b>
<b>SERVICE DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS.....</b>	<b>1910</b>
Arrêté du 26 décembre 2012 fixant le tarif des transports par taxis.....	1910
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS.....</b>	<b>1911</b>
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>1911</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER REGIONAL METZ-THONVILLE.....</b>	<b>1911</b>
<b>CELLULE DES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES.....</b>	<b>1911</b>
Avis de concours interne sur titres du 12 décembre 2012 pour le recrutement de cadres de santé, filière infirmière.....	1911
Avis de concours externe sur titres du 12 décembre 2012 pour le recrutement d'un cadre de santé, filière infirmière.....	1912
Avis de concours interne sur titres du 17 décembre 2012 pour le recrutement d'un cadre de santé, filière rééducation.....	1912

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE L'ACTION LOCALE***Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités*

**Arrêté du 19 décembre 2012 autorisant la création de la communauté de communes du pays du Saintois issue de la fusion de la communauté de communes du Saintois, de la communauté de communes du Mirabée et de la communauté de communes « la Pipistrelle » intégrant les communes d'Houdreville, Gerbécourt et Haplemont et Quevilloncourt**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 60 III ;

VU la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1998 autorisant la création de la communauté de communes du Saintois ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2004 autorisant la création de la communauté de communes « la pipistrelle » ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2004 autorisant la création de la communauté de communes du Mirabée ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2012 fixant le périmètre de la communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Saintois, de la communauté de communes du Mirabée et de la communauté de communes « la pipistrelle » intégrant les communes d'Houdreville, Gerbécourt et Haplemont et Quevilloncourt.

VU la lettre de notification de cet arrêté aux collectivités concernées en date du 11 juillet 2012 ;

VU l'avis favorable de la communauté de communes « la pipistrelle » en date du 27 septembre 2012 ;

VU l'avis défavorable de la communauté de communes du Mirabée en date du 11 octobre 2012 ;

VU les délibérations favorables des communes de :

Affracourt (27/09/2012), Autrey-sur-Madon (23/07/2012), Benney (16/07/2012), Ceintrey (26/09/2012), Chaouilley (20/09/2012), Dommarie-Eulmont (13/09/2012), Etrevail (5/10/2012), Forcelles-Saint-Gorgon (24/07/2012), Forcelles-sous-Gugney (19/09/2012), Gerbécourt-et-Haplemont (14/09/2012), Germonville (3/09/2012), Griport (23/07/2012), Houdelmont (5/09/2012), Jevoncourt (16/08/2012), Laloef (25/09/2012), Lebeuville (31/08/2012), Mangonville (21/09/2012), Ognéville (21/09/2012), Omelmont (18/09/2012), Ormes-et-Ville (7/09/2012), Parey-Saint-Césaire (27/09/2012), Praye (30/07/2012), Saint-Firmin (13/09/2012), Saxon-Sion (1/08/2012), Tantonville (20/07/2012), They-sous-Vaudémont (6/10/2012), Thorey-Lyautey (1/10/2012), Vaudémont (31/07/2012), Vaudigny (8/10/2012), Vézelize (13/08/2012), Vitrey (12/09/2012), Voinémont (31/07/2012), Xirocourt (25/09/2012) ;

VU les délibérations défavorables des communes de :

Bainville-aux-Miroirs (13/09/2012), Bouzanville (4/10/2012), Bralleville (3/08/2012), Clerey-sur-Brénon (8/10/2012), Diarville (28/09/2012), Fraignes-en-Sainctois (28/09/2012), Goviller (27/09/2012), Hammeville (12/10/2012), Haroué (21/09/2012), Houdreville (4/08/2012), Housséville (21/09/2012), Laneuveville-devant-Bayon (27/09/2012), Lemainville (17/09/2012), Leménil-Mitry (29/09/2012), Quevilloncourt (2/08/2012), Roville-devant-Bayon (14/09/2012), Saint-Remimont (27/09/2012), Ognéville (20/09/2012), Vroncourt (5/10/2012) ;

CONSIDÉRANT que l'absence de délibération des communes de Crantenoy, Gugney et Neuville-sur-Moselle au terme du délai de consultation vaut avis favorable ;

CONSIDÉRANT qu'au terme de la consultation la majorité qualifiée exigée par l'article 60 III de la loi 010-1563 du 16 décembre 2010 modifiée de réforme des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Est autorisée à compter du 1er janvier 2013, entre les communes d'Affracourt, Autrey-sur-Madon, Bainville-aux-Miroirs, Benney, Bouzanville, Bralleville, Ceintrey, Chaouilley, Clerey-sur-Brenon, Crantenoy, Diarville, Dommarie-Eulmont, Etrevail, Forcelles-Saint-Gorgon, Forcelles-sous-Gugney, Fraignes-en-Sainctois, Gerbécourt-et-Haplemont, Germonville, Goviller, Griport, Gugney, Hammeville, Haroué, Houdelmont, Houdreville, Housséville, Jevoncourt, Laloef, Laneuveville-devant-Bayon, Lebeuville, Lemainville, Leménil-Mitry, Mangonville, Neuville-sur-Moselle, Ognéville, Omelmont, Ormes-et-Ville, Parey-Saint-Césaire, Praye, Quevilloncourt, Roville-devant-Bayon, Saint-Firmin, Saint-Remimont, Saxon-Sion, Tantonville, They-sous-Vaudémont, Thorey-Lyautey, Vaudémont, Vaudeville, Vaudigny, Vézelize, Vitrey, Voinémont, Vroncourt et Xirocourt, la création d'une communauté de communes dénommée :

« Communauté de communes du pays du Saintois »

**Article 2** : A la même date, la communauté de communes du pays du Saintois est substituée de plein droit à la communauté de communes du Saintois, à la communauté de communes « la pipistrelle » et à la communauté de communes du Mirabée qui cessent d'exister.

**Article 3** : La communauté de communes du pays du Saintois exerce l'intégralité des compétences exercées par la communauté des communes du Saintois, la communauté de communes « la pipistrelle » et la communauté de communes du Mirabée sur l'ensemble de son périmètre.

**Article 4** : La communauté de communes du pays du Saintois exerce les compétences suivantes :

1) Compétences obligatoires

*Aménagement de l'espace*

\* Elaboration et suivi du SCOT

\* Adhésion au Pays Terres de Lorraine

\* Etude d'un schéma d'aménagement, de réhabilitation, de mise en valeur et de protection des espaces et structures d'intérêt communautaire

\* Etudes concernant :

- le tourisme

- les loisirs

- les sentiers de randonnées (Pédestres, équestres, motorisés)

*Développement économique*

\* Études pour la réalisation de zones d'activités commerciales, artisanales et industrielles

\* Adhésion à Sud Nancy et Toulais Initiative pour la création et le maintien des entreprises artisanales, industrielles et commerciales (ADSN centre ariane)

\* Valorisation des entrepreneurs, commerçants, artisans, associations et service du territoire par l'édition d'un annuaire distribué sur l'ensemble de la CC.

\* Pose d'une signalisation indiquant l'emplacement des entreprises, commerces, artisans, associations, bâtiments publics, aires de loisirs, campings, services dans chaque commune de la CC

\* Études pour la réalisation d'un programme de développement du tourisme vert

\* Maîtrise d'ouvrage et gestion de la zone artisanale contiguë à la déchetterie

\* Gestion des potentiels fonciers et bâtis à vocation économique par l'étude et le recensement des unités foncières et locaux inoccupés ou à l'abandon (création d'un fichier de ces potentiels et mise à disposition des entrepreneurs)  
 \* Création d'un fichier recensant le locatif privé et communal et mise à disposition du fichier aux entrepreneurs dont les salariés cherchent un logement

\* Gestion des points relais Pole Emploi et adhésion à la mission locale  
 \* Aide à la création, au développement et à la reprise d'entreprise, ainsi qu'à l'embauche.  
 \* Aide à la mise en œuvre des nouvelles technologies de communication  
 \* Création d'un marché intercommunal de proximité

## 2) Compétences optionnelles

### *Protection et mise en valeur de l'environnement*

\* Gestion de la collecte, du traitement et de la valorisation des déchets ménagers et assimilés  
 \* Gestion des points tri, collecte des déchets vétérinaires en partenariat avec le GDS, des déchets médicaux humains, des piles, des huiles usagées, des vêtements  
 \* Gestion de la déchetterie du Saintois et passage de conventions avec d'autres communautés de communes  
 \* Mise en place de bennes à déchets verts dans les communes de la communauté de communes  
 \* Collecte des déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI) : entreprise et particulier (bornes et boîtes)  
 \* Aides à l'équipement des particuliers en composteurs individuels  
 \* Mise en place et financement de campagnes de sensibilisation des habitants, des scolaires et des entreprises sur la gestion des déchets  
 \* Ramassage des déchets non organiques sur les rives (plans et cours d'eau) et les sentiers forestiers par la mise en place de chantiers jeunes  
 \* Etude concernant la protection de l'environnement (utilisation de boues, stations d'épuration, nouvelles technologie d'élimination des déchets, de lutte contre l'effet de serre)..  
 \* Programme "Énergies renouvelables-gestion des ressources naturelles"  
 - Sensibilisation des habitants aux techniques de construction écologiques-  
 - Sensibilisation des habitants, scolaires, entreprises à une gestion raisonnée de l'eau potable  
 - Etude sur les systèmes de récupération d'eau de pluie existant, les normes sanitaires en vigueur (arrosage des plantations, lavage du matériel)  
 - Aide financière à l'équipement des organismes, particuliers et entreprises agricoles en systèmes de récupération d'eau de pluie  
 \* Participation à l'élaboration et la gestion de schémas pour la protection des espaces naturels sensibles (membre du comité de gestion de la réserve Naturelle régionale de la vallée de la Moselle Sauvage)

### *Politique du logement et du cadre de vie*

\* Valoriser et sauvegarder le patrimoine communal (rénovation et entretien des calvaires, fontaines, chapelles et lavoirs)  
 \* Organiser la pérennité de la présence d'arbres fruitiers et d'ornement sur le territoire par des aides et des actions de sensibilisation communicative et d'entretien  
 \* Programme Local de l'Habitat comprenant :  
 - L'aide à la rénovation et à la création de logements locatifs  
 - Le ravalement des façades  
 - La réfection des toitures  
 - L'aide à l'équipement de matériels consommateurs d'énergies renouvelables  
 - L'aide à l'isolation des habitations. Il s'applique aux logements privés et communaux, aux gîtes ruraux et chambres d'hôtes  
 \* Aides à l'utilisation de bois pour les menuiseries extérieures  
 \* Aide à « l'élimination de ruines »  
 \* Aide à l'intégration dans le paysage des bâtiments d'élevage (subventions accordées en partenariat avec le CAUE)  
 \* Organisation d'un concours de fleurissement

### *Création, aménagement et entretien de la voirie*

\* Dénivellement de la voirie communale et d'intérêt intercommunal : achat et entretien du matériel, conventions avec les prestataires, achat du sel (possibilité de convention avec le Conseil Général pour les routes non prioritaires départementales)

### *Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipement de l'enseignement élémentaire et préélémentaire*

\* Etude d'une politique sportive et culturelle

### *Actions sociales d'intérêt communautaire*

\* Favoriser l'implantation d'accueil pour personnes âgées ou handicapées notamment en accordant des garanties d'emprunt

### *Coopération inter communautés de communes*

\* Négocier, élaborer et mettre en œuvre toute convention nécessaire à assurer le service aux populations

## 3) Compétences facultatives

### *Assainissement*

\* Assainissement autonome et adhésion au syndicat départemental d'assainissement autonome (SDAA54)

### *Energie électrique*

\* Distribution publique d'énergie électrique et adhésion au syndicat départemental d'électricité

### *Petite enfance*

\* Compétence Petite Enfance concernant les enfants de moins de 6 ans (halte garderie, crèche, multi accueil, relais d'assistantes maternelles...) hors investissements

\* Soutien financier à la mise en conformité de l'intérieur des domiciles d'assistantes maternelles par la prise en charge des achats de matériel de sécurité

### *Tourisme*

\* Adhésion à la Maison du tourisme

\* Mise en place de panneaux de communication / signalétique indiquant l'emplacement des aires de loisir, camping, services, patrimoine...

\* L'aide au montage et au financement de projets d'hébergement (accueil à la ferme, gîtes ruraux, camping, chambres d'hôtes)

### *Soutien aux associations*

\* Soutien aux associations

\* Soutien à l'action associative visant à proposer un mode d'accueil des enfants en dehors du temps scolaire

\* Convention avec l'école de musique du Saintois

\* Convention avec l'école de musique du Bayonnais

### *Compétences diverses*

\* Aide à la formation du BAFA, premiers secours

\* Créer et entretenir un parc de matériel intercommunal par l'acquisition de matériel mis à la disposition des communes : sonorisation, chapiteau, tables, chaises, ...

**Article 5 :** Le siège de la communauté de communes est situé au 21 rue de la Gare à Tantonville (54116).

**Article 6 :** La communauté de communes est instituée pour une durée illimitée.

**Article 7 :** Les fonctions de comptable de la communauté de communes du pays du Saintois sont assurées par le trésorier d'Haroué-Vézelize.

**Article 8 :** Le transfert de l'intégralité de l'actif et du passif de la communauté de communes du Saintois, de la communauté de communes « la pipistrelle » et de la communauté de communes du Mirabée est attribué à la communauté de communes du pays du Saintois.

**Article 9 :** Les budgets annexes « ordures ménagères » de la communauté de communes du Saintois, de la communauté de communes « la pipistrelle » et de la communauté de communes du Mirabée sont repris dans un budget annexe unique par la communauté de communes du pays du Saintois.

**Article 10 :** Les résultats de fonctionnement et d'investissement de la communauté de communes du Saintois, de la communauté de communes « la pipistrelle » et de la communauté de communes du Mirabée sont repris par la communauté de communes du pays du Saintois. Ces deux résultats seront constatés, pour chaque communauté de communes, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2013 conformément au tableau de consolidation des comptes établi par le trésorier d'Haroué-Vézelize.

**Article 11 :** L'intégralité du personnel employé par la communauté de communes du Saintois, de la communauté de communes « la pipistrelle » et de la communauté de communes du Mirabée est transférée à la communauté de communes du pays du Saintois.

**Article 12 :** La représentativité des communes au sein du conseil communautaire, composé de délégués titulaires et suppléants en nombre égal, est assurée de la manière suivante :

Affracourt	1 siège	Laneuveville-devant-Bayon	1 siège
Autrey-sur-Madon	1 siège	Lebeuville	1 siège
Bainville-aux-Miroirs	1 siège	Lemainville	1 siège
Benney	2 sièges	Leménil-Mitry	1 siège
Bouzanville	1 siège	Mangonville	1 siège
Bralleville	1 siège	Neuviller-sur-Moselle	1 siège
Ceintrey	3 sièges	Ognéville	1 siège
Chaouilley	1 siège	Omelmont	1 siège
Clérey-sur-Brenon	1 siège	Ormes-et-Ville	1 siège
Crantenoy	1 siège	Parey-Saint-Césaire	1 siège
Diarville	2 sièges	Praye	1 siège
Dommarie-Eulmont	1 siège	Quevilloncourt	1 siège
Étreval	1 siège	Roville-devant-Bayon	3 sièges
Forcelles-Saint-Gorgon	1 siège	Saint-Firmin	1 siège
Forcelles-sous-Gugney	1 siège	Saint-Remimont	1 siège
Fraisnes-en-Santois	1 siège	Saxon-Sion	1 siège
Gerbécourt-et-Haplemont	1 siège	Tantonville	3 sièges
Germonville	1 siège	They-sous-Vaudémont	1 siège
Goviller	1 siège	Thorey-Lyautey	1 siège
Grippport	1 siège	Vaudémont	1 siège
Gugney	1 siège	Vaudeville	1 siège
Hammeville	1 siège	Vaudigny	1 siège
Haroué	1 siège	Vézelize	6 sièges
Houdelmont	1 siège	Vitrey	1 siège
Houdreville	2 sièges	Voinemont	1 siège
Housseville	1 siège	Vroncourt	1 siège
Jevoncourt	1 siège	Xirocourt	2 sièges
Laloeuf	1 siège		

**Article 13 :** La communauté de communes du pays du Saintois se substitue aux communes de Gerbécourt-et-Haplemont et Quevilloncourt dans le syndicat d'électricité du Saintois qui devient un syndicat mixte au sens de l'article L5711-1 du CGCT.

**Article 14 :** Les statuts approuvés resteront annexés au présent arrêté.

**Article 15 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 19 décembre 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

#### Communauté de communes du Pays du Saintois – Statuts

#### Article 1er : Constitution

Il est créé une communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Saintois, de la communauté de communes « la pipistrelle » et de la communauté de communes du Mirabée dont le périmètre comprend les communes de :

Affracourt, Autrey-sur-Madon, Bainville-aux-Miroirs, Benney, Bouzanville, Bralleville, Ceintrey, Chaouilley, Clérey-sur-Brenon, Crantenoy, Diarville, Dommarie-Eulmont, Étreval, Forcelles-Saint-Gorgon, Forcelles-sous-Gugney, Fraisnes-en-Santois, Gerbécourt-et-Haplemont, Germonville, Goviller, Grippport, Gugney, Hammeville, Haroué, Houdelmont, Houdreville, Housseville, Jevoncourt, Laloeuf, Laneuveville-devant-Bayon, Lebeuville, Lemainville, Leménil-Mitry, Mangonville, Neuviller-sur-Moselle, Ognéville, Omelmont, Ormes-et-Ville, Parey-Saint-Césaire, Praye, Quevilloncourt, Roville-devant-Bayon, Saint-Firmin, Saint-Remimont, Saxon-Sion, Tantonville, They-sous-Vaudémont, Thorey-Lyautey, Vaudémont, Vaudeville, Vaudigny, Vézelize, Vitrey, Voinemont, Vroncourt et Xirocourt.

La communauté de communes prend le nom de « Communauté de communes du pays du Saintois »

La modification du nom pourra faire l'objet d'une modification statutaire ultérieure.

#### Article 2 : Compétences

I) Compétences obligatoires

##### Aménagement de l'espace

\* Elaboration et suivi du SCOT

\* Adhésion au Pays Terres de Lorraine

\* Etude d'un schéma d'aménagement, de réhabilitation, de mise en valeur et de protection des espaces et structures d'intérêt communautaire

\* Etudes concernant :

- le tourisme

- les loisirs

- les sentiers de randonnées (Pédestres, équestres, motorisés)

##### Développement économique

\* Etudes pour la réalisation de zones d'activités commerciales, artisanales et industrielles

\* Adhésion à Sud Nancy et Toulais Initiative pour la création et le maintien des entreprises artisanales, industrielles et commerciales (ADSN centre ariane)

\* Valorisation des entrepreneurs, commerçants, artisans, associations et service du territoire par l'édition d'un annuaire distribué sur l'ensemble de la CC.

\* Pose d'une signalisation indiquant l'emplacement des entreprises, commerces, artisans, associations, bâtiments publics, aires de loisirs, campings, services dans chaque commune de la CC

\* Etudes pour la réalisation d'un programme de développement du tourisme vert

- \* Maîtrise d'ouvrage et gestion de la zone artisanale contiguë à la déchetterie
- \* Gestion des potentiels fonciers et bâtis à vocation économique par l'étude et le recensement des unités foncières et locaux inoccupés ou à l'abandon (création d'un fichier de ces potentiels et mise à disposition des entrepreneurs)
- \* Création d'un fichier recensant le locatif privé et communal et mise à disposition du fichier aux entrepreneurs dont les salariés cherchent un logement
- \* Gestion des points relais Pole Emploi et adhésion à la mission locale
- \* Aide à la création, au développement et à la reprise d'entreprise, ainsi qu'à l'embauche.
- \* Aide à la mise en œuvre des nouvelles technologies de communication
- \* Création d'un marché intercommunal de proximité

#### II) Compétences optionnelles

##### *Protection et mise en valeur de l'environnement*

- \* Gestion de la collecte, du traitement et de la valorisation des déchets ménagers et assimilés
- \* Gestion des points tri, collecte des déchets vétérinaires en partenariat avec le GDS, des déchets médicaux humains, des piles, des huiles usagées, des vêtements
- \* Gestion de la déchetterie du Saintois et passage de conventions avec d'autres communautés de communes
- \* Mise en place de bennes à déchets verts dans les communes de la communauté de communes
- \* Collecte des déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI) : entreprise et particulier (bornes et boîtes)
- \* Aides à l'équipement des particuliers en composteurs individuels
- \* Mise en place et financement de campagnes de sensibilisation des habitants, des scolaires et des entreprises sur la gestion des déchets
- \* Ramassage des déchets non organiques sur les rives (plans et cours d'eau) et les sentiers forestiers par la mise en place de chantiers jeunes
- \* Etude concernant la protection de l'environnement (utilisation de boues, stations d'épuration, nouvelles technologie d'élimination des déchets, de lutte contre l'effet de serre)...
- \* Programme "Energies renouvelables-gestion des ressources naturelles"
  - Sensibilisation des habitants aux techniques de construction écologiques- Sensibilisation des habitants, scolaires, entreprises à une gestion raisonnée de l'eau potable
  - Etude sur les systèmes de récupération d'eau de pluie existant, les normes sanitaires en vigueur (arrosage des plantations, lavage du matériel)
  - Aide financière à l'équipement des organismes, particuliers et entreprises agricoles en systèmes de récupération d'eau de pluie
- \* Participation à l'élaboration et la gestion de schémas pour la protection des espaces naturels sensibles (membre du comité de gestion de la réserve Naturelle régionale de la vallée de la Moselle Sauvage)

##### *Politique du logement et du cadre de vie*

- \* Valoriser et sauvegarder le patrimoine communal (rénovation et entretien des calvaires, fontaines, chapelles et lavoirs)
- \* Organiser la pérennité de la présence d'arbres fruitiers et d'ornement sur le territoire par des aides et des actions de sensibilisation communicative et d'entretien
- \* Programme Local de l'Habitat comprenant :
  - L'aide à la rénovation et à la création de logements locatifs
  - Le ravalement des façades
  - La réfection des toitures
  - L'aide à l'équipement de matériels consommateurs d'énergies renouvelables
  - L'aide à l'isolation des habitations. Il s'applique aux logements privés et communaux, aux gîtes ruraux et chambres d'hôtes
- \* Aides à l'utilisation de bois pour les menuiseries extérieures
- \* Aide à « l'élimination de ruines »
- \* Aide à l'intégration dans le paysage des bâtiments d'élevage (subventions accordées en partenariat avec le CAUE)
- \* Organisation d'un concours de fleurissement

##### *Création, aménagement et entretien de la voirie*

- \* Dénivellement de la voirie communale et d'intérêt intercommunal : achat et entretien du matériel, conventions avec les prestataires, achat du sel (possibilité de convention avec le Conseil Général pour les routes non prioritaires départementales)
- Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipement de l'enseignement élémentaire et préélémentaire*

##### *Étude d'une politique sportive et culturelle*

##### *Actions sociales d'intérêt communautaire*

- \* Favoriser l'implantation d'accueil pour personnes âgées ou handicapées notamment en accordant des garanties d'emprunt

##### *Coopération inter communautés de communes*

- \* Négocier, élaborer et mettre en œuvre toute convention nécessaire à assurer le service aux populations

#### III) Compétences facultatives

##### *Assainissement*

- \* Assainissement autonome et adhésion au syndicat départemental d'assainissement autonome (SDAA54)

##### *Energie électrique*

- \* Distribution publique d'énergie électrique et adhésion au syndicat départemental d'électricité

##### *Petite enfance*

- \* Compétence Petite Enfance concernant les enfants de moins de 6 ans (halte garderie, crèche, multi accueil, relais d'assistantes maternelles...) hors investissements
- \* Soutien financier à la mise en conformité de l'intérieur des domiciles d'assistantes maternelles par la prise en charge des achats de matériel de sécurité

##### *Tourisme*

- \* Adhésion à la Maison du tourisme
- \* Mise en place de panneaux de communication/ signalétique indiquant l'emplacement des aires de loisir, camping, services, patrimoine...
- \* L'aide au montage et au financement de projets d'hébergement (accueil à la ferme, gîtes ruraux, camping, chambres d'hôtes)

##### *Soutien aux associations*

- \* Soutien aux associations
- \* Soutien à l'action associative visant à proposer un mode d'accueil des enfants en dehors du temps scolaire
- \* Convention avec l'école de musique du Saintois
- \* Convention avec l'école de musique du Bayonnais

##### *Compétences diverses*

- \* Aide à la formation du BAFA, premiers secours
- \* Créer et entretenir un parc de matériel intercommunal par l'acquisition de matériel mis à la disposition des communes : sonorisation, chapiteau, tables, chaises, ...

#### **Article 3 : Siège**

Le siège de la communauté de communes est situé à Tantonville, 21 rue de la Gare. (54116).

#### **Article 4 : Durée**

La communauté de communes est instituée pour une durée illimitée.

**Article 5 : Composition du conseil communautaire**

La communauté de communes est administrée par un organe délibérant composé de 70 membres issus des conseils municipaux des communes membres dont la représentation est la suivante :

Commune	Nombre de délégué(s)
Affracourt	1
Autrey	1
Bainville-aux-Miroirs	1
Benney	2
Bouzanville	1
Bralleville	1
Ceintrey	3
Chaouilley	1
Clérey-sur-Brenon	1
Crantenoy	1
Diarville	2
Dommarie-Eulmont	1
Étreval	1
Forcelles-Saint-Gorgon	1
Forcelles-sous-Gugney	1
Fraisnes-en-Santois	1
Gerbécourt-et-Haplemont	1
Germonville	1
Goviller	1
Grippot	1
Gugney	1
Hammeville	1
Haroué	1
Houdelmont	1
Houdreville	2
Housséville	1
Jevoncourt	1
Laloeuf	1
Laneuveville-devant-Bayon	1
Lebeuville	1
Lemainville	1
Leménil-Mitry	1
Mangonville	1
Neuviller-sur-Moselle	1
Ognéville	1
Omelmont	1
Ormes-et-Ville	1
Parey-Saint-Césaire	1
Praye	1
Quevilloncourt	1
Roville-devant-Bayon	3
Saint-Firmin	1
Saint-Remimont	1
Saxon-Sion	1
Tantonville	3
They-sous-Vaudemont	1
Thorey-Lyautey	1
Vaudémont	1

Vaudeville	1
Vaudigny	1
Vézelize	6
Vitrey	1
Voinémont	1
Vroncourt	1
Xirocourt	2

**Article 6 : Composition du bureau**

Le bureau de la communauté de communes est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et d'un ou de plusieurs autres membres.

Le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 % de l'effectif total de l'organe délibérant.

**Article 7 : Adhésion de la communauté de communes à un syndicat mixte**

L'adhésion de la communauté de communes à un syndicat mixte peut se faire sur simple délibération du conseil communautaire.

**Article 8 : Dispositions diverses**

Toutes dispositions non prévues dans les présents statuts sont réglées par le Code Général des Collectivités Locales.

Nancy, le 19 décembre 2012

Préfecture de Meurthe-et-Moselle  
Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté du 19 décembre 2012 autorisant la création de la communauté de communes de Hazelle en Haye issue de la fusion de la communauté de communes de Hazelle et de la communauté de communes du massif de Haye**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 60 III ;

VU la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 portant création de la communauté de communes de Hazelle ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2002 autorisant la création de la communauté de communes du massif de Haye ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2012 dressant le projet de périmètre de la future communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes de Hazelle et de la communauté de communes du massif de Haye ;

VU la lettre de notification de cet arrêté aux collectivités concernées en date du 19 septembre 2012 ;

VU l'avis favorable de la communauté de communes de Hazelle en date du 10 décembre 2012 ;

VU l'avis favorable de la communauté de communes du massif de Haye en date du 6 décembre 2012 ;

VU les délibérations favorables des communes de :

Aingeray (5/12/2012), Avrainville (5/12/2012), Fontenoy-sur-Moselle (6/12/2012), Francheville (6/12/2012), Gondreville (10/12/2012), Jaillon (23/11/2012), Sexey-les-Bois (10/12/2012), Velaine-en-Haye (5/12/2012) et Villey-Saint-Etienne (4/12/2012) ;

CONSIDÉRANT qu'au terme de la consultation la majorité qualifiée exigée par l'article 60 III de la loi 010-1563 du 16 décembre 2010 modifiée de réforme des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Est autorisée à compter du 1er janvier 2013, entre les communes d'Aingeray, Avrainville, Fontenoy-sur-Moselle, Francheville, Gondreville, Jaillon, Sexey-les-Bois, Velaine-en-Haye et Villey-Saint-Etienne la création d'une communauté de communes dénommée :

« Communauté de communes de Hazelle en Haye »

**Article 2** : A la même date, la communauté de communes de Hazelle en Haye est substituée de plein droit à la communauté de communes de Hazelle et à la communauté de communes du massif de Haye qui cessent d'exister.

**Article 3** : La communauté de communes de Hazelle en Haye exerce l'intégralité des compétences exercées par la communauté des communes de Hazelle et la communauté de communes du massif de Haye sur l'ensemble de son périmètre. aye, la communauté de communes « la pipistrelle » et la communauté de communes du Mirabée sur l'ensemble de son périmètre.

**Article 4** : La communauté de communes du pays de Hazelle en Haye exerce les compétences suivantes :

1) Compétences obligatoires

**Aménagement de l'espace communautaire**

Participation à l'élaboration, à la gestion, à la révision, au suivi du Schéma de Cohérence Territorial – SCOT – et adhésion au syndicat mixte.

\* Mise en place d'une Charte de Territoire avec des objectifs :

- pour le paysage
- pour l'urbanisme

\* Élaboration de documents permettant aux élus, aux porteurs de projets, de disposer d'éléments généraux, stratégiques et techniques pour les problématiques intéressant plusieurs ou l'ensemble des communes de la communauté de communes.

\* Les études et les révisions de PLU et des cartes communales ne font pas partie des compétences à transférer. La communauté de communes maintient toutefois l'objectif d'harmonisation des PLU sur l'ensemble du territoire communautaire.

\* La participation et le suivi des actions de valorisation du patrimoine touristique local mises en œuvre par l'association des Boucles de la Moselle et l'adhésion à l'association

\* La participation aux instances du Pays « Terres de Lorraine » et contribution à l'élaboration du contrat de pays, à son suivi et sa mise en œuvre auprès des communes membres de la communauté de communes,

\* Actions de développement dans le cadre de conventions signées avec le Pays et le Département et ou la Région.

**Actions de développement économique**

\* La Zone d'Activité de la Croix Saint Nicolas, située sur la commune de Gondreville, zone actuellement concédée à SOLOREM pour son développement, sa commercialisation et sa gestion financière.

\* La zone d'Activité de Villey Saint Etienne (K.C.I.)

\* Toute action qui favorise l'implantation d'entreprises et le développement de l'emploi sur le périmètre de la communauté de communes, à savoir :

- l'établissement de liens avec les acteurs qui œuvrent dans le domaine économique



- la constitution d'une base de données reflétant le potentiel économique du territoire
  - l'information des entreprises souhaitant s'implanter sur le secteur
- \* La création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des futures zones d'activités. Les futures zones d'activités seront déclarées d'intérêt communautaire si leur création nécessite la création de voiries d'accès à la zone et/ou le raccordement de la zone aux réseaux, situés en dehors de son périmètre.
- 2) Compétences optionnelles
- \* Protection et mise en valeur de l'environnement
- La collecte, le traitement et la valorisation des déchets ménagers et assimilés
  - L'aménagement et l'entretien des sites d'apport volontaire
  - L'élaboration et la distribution de toute information concernant la compétence "déchets ménagers et assimilés"
  - L'étude, la création, l'aménagement et la gestion de la déchetterie
  - La mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration des Vergers
  - Les études et travaux concernant le Terrouin et ses affluents
- \* Création, aménagement et entretien de la voirie :
- Les voies communales publiques (voir cahier des charges joint à la délibération du 24 mars 1997 de la CC de Hazelle)
- 3) Compétences facultatives
- \* Éclairage public : création, maintenance et entretien y compris les fluides
- La connaissance, le recensement et la mise à jour du patrimoine permettant l'établissement des programmes annuels et pluriannuels de travaux, d'extension, de grosses réparations et d'entretien
  - Tous travaux :
    - \* de création : montage, contrôle et suivi des marchés publics de travaux et/ou de fournitures et réception des travaux,
    - \* de maintenance et d'entretien : contrôle des armoires de comptage et de protection, des réseaux et des câbles d'alimentation aériens et souterrains, des luminaires, des équipements de signalisation lumineuse de voirie (feux tricolores, feux clignotants, ...), des projecteurs extérieurs d'illumination de monuments, de bâtiments publics, d'aires sportives et aires de jeux, et du mobilier urbain public,
    - \* d'enfouissement du réseau d'éclairage public, ayant pour objet la sécurité et la visibilité des personnes et des biens
  - La pose, la dépose et la maintenance des illuminations des fêtes de fin d'année ou autres.
- \* Distribution d'énergie électrique
- Les travaux d'enfouissement de réseaux électriques déjà existants ou à créer
  - Les travaux de renforcement du réseau électrique (à savoir toute modification des ouvrages nécessitée par l'amélioration de la qualité de service) non pris en charge par EDF
  - Transfert du pouvoir concédant et adhésion au SDE 54. Dans le cadre de l'exercice de cette compétence la nouvelle communauté de communes se substitue de plein droit aux adhésions au SDE 54 des communautés de communes de Hazelle et du Massif de Haye.
- \* L'enfouissement des réseaux téléphoniques
- \* Service Départemental d'Incendie et de Secours – SDIS :
- Mutualisation des contingents du service d'incendie et de secours
- \* Réseaux de gaz :
- La réalisation des travaux destinés à permettre la distribution du gaz naturel dans les communes membres de la communauté de communes,
  - La distribution du gaz naturel
- \* Politique jeunesse :
- études des besoins en matière d'accueil de la petite enfance (0 à 6 ans) et périscolaire (6 à 16 ans)
  - mise en place et la gestion d'une structure multi accueil petite enfance
  - mise en place et la gestion d'une ludothèque
  - prise en charge et l'organisation d'activités extrascolaires pour l'enfance et la jeunesse telles que : les journées jeux, stages d'initiations pendant les petites vacances (dessin, poterie...), salle multimédias, chantiers jeunes.
  - soutien aux associations organisant les CLSH été
- \* Animation :
- mise en place d'une animation dans le cadre des Nancy Jazz Pulsations
- Article 5 :** Le siège de la communauté de communes est situé à « La maison commune » 2 rue Neuve à 54200 Villey-Saint-Étienne
- Article 6 :** La communauté de communes est instituée pour une durée illimitée.
- Article 7 :** Les fonctions de comptable de la communauté de communes de Hazelle en Haye sont assurées par le trésorier de Toul-Collectivités.
- Article 8 :** Le transfert de l'intégralité de l'actif et du passif de la communauté de communes de Hazelle et de la communauté de communes du massif de Haye est attribué à la communauté de communes de Hazelle en Haye.
- Article 9 :** Les résultats de fonctionnement et d'investissement de la communauté de communes de Hazelle et de la communauté de communes du massif de Haye sont repris par la communauté de communes de Hazelle en Haye. Ces deux résultats seront constatés, pour chaque communauté de communes, à la date du 1er janvier 2013 conformément au tableau de consolidation des comptes établi par le trésorier de Toul-Collectivités.
- Article 10 :** L'intégralité du personnel employé par la communauté de communes de Hazelle et la communauté de communes du massif de Haye est transférée à la communauté de Hazelle en Haye.
- Article 11 :** La représentativité des communes au sein du conseil communautaire est assurée de la manière suivante :
- |                      |            |
|----------------------|------------|
| Aingeray             | 2 délégués |
| Avrainville          | 2 délégués |
| Fontenoy-sur-Moselle | 2 délégués |
| Francheville         | 2 délégués |
| Gondreville          | 7 délégués |
| Jaillon              | 2 délégués |
| Sexey-les-Bois       | 2 délégués |
| Velaine-en-Haye      | 4 délégués |
| Villey-Saint-Etienne | 3 délégués |
- Article 12 :** Les statuts approuvés resteront annexés au présent arrêté.
- Article 13 :** Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Toul sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.
- Nancy, le 19 décembre 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Article 1er : Création et dénomination de la communauté de communes**

En application des dispositions de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010, portant réforme des collectivités territoriales, de la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale, notamment son article 5 et la loi n° 92-125 du 6 février 1992, des articles L 5211.5 et suivants – L 5211.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est créé entre les communes de AINGERAY, AVRAINVILLE, FONTENOY-SUR-MOSELLE, FRANCHEVILLE, GONDREVILLE, JAILLON, SEXEY-LES-BOIS, VELAIN-EN-HAYE, VILLEY-SAINT-ETIENNE une communauté de communes qui prend le nom de COMMUNAUTE DE COMMUNES DE HAZELLE EN HAYE.

**Article 2 : Siège et durée**

Son siège est fixé à « La maison commune » 2 rue Neuve à 54200 VILLEY-SAINT-ETIENNE

La Communauté de Communes est instituée pour une durée illimitée.

**Article 3 : Adhésion et retrait**

L'adhésion de nouvelles communes est régie par les dispositions de l'article L 5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le retrait d'une commune est régi par les articles L 5211-19 et L 5214-26 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Article 4 : Objet et compétences**

La Communauté de Communes a pour objet le développement, la solidarité des communes adhérentes permettant la mise en commun d'équipements et de personnels et la conduite de projets communautaires.

Sur délibération concordante du conseil de communauté et de la majorité qualifiée des conseils municipaux des communes membres, il pourra être procédé à :

- l'extension de ses compétences
- la réduction de ses compétences

La Communauté de Communes exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, la conduite des seules actions d'intérêt communautaire relevant des compétences dont la liste suit :

**1) Compétences obligatoires****Aménagement de l'espace communautaire**

\* Participation à l'élaboration, à la gestion, à la révision, au suivi du Schéma de Cohérence Territorial – SCOT – et adhésion au syndicat mixte.

\* Mise en place d'une Charte de Territoire avec des objectifs :

- pour le paysage
- pour l'urbanisme

\* Elaboration de documents permettant aux élus, aux porteurs de projets, de disposer d'éléments généraux, stratégiques et techniques pour les problématiques intéressant plusieurs ou l'ensemble des communes de la communauté de communes.

Les études et les révisions de PLU et des cartes communales ne font pas partie des compétences à transférer. La communauté de communes maintient toutefois l'objectif d'harmonisation des PLU sur l'ensemble du territoire communautaire.

\* La participation et le suivi des actions de valorisation du patrimoine touristique local mises en œuvre par l'association des Boucles de la Moselle et l'adhésion à l'association

\* La participation aux instances du Pays « Terres de Lorraine » et contribution à l'élaboration du contrat de pays, à son suivi et sa mise en œuvre auprès des communes membres de la communauté de communes,

\* Actions de développement dans le cadre de conventions signées avec le Pays et le Département et ou la Région.

**Actions de développement économique**

\* La Zone d'Activité de la Croix Saint Nicolas, située sur la commune de Gondreville, zone actuellement concédée à SOLOREM pour son développement, sa commercialisation et sa gestion financière.

\* La zone d'Activité de Villey Saint Etienne (K.C.I.)

Toute action qui favorise l'implantation d'entreprises et le développement de l'emploi sur le périmètre de la communauté de communes, à savoir :

- l'établissement de liens avec les acteurs qui œuvrent dans le domaine économique
- la constitution d'une base de données reflétant le potentiel économique du territoire
- l'information des entreprises souhaitant s'implanter sur le secteur

\* La création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des futures zones d'activités. Les futures zones d'activités seront déclarées d'intérêt communautaire si leur création nécessite la création de voiries d'accès à la zone et/ou le raccordement de la zone aux réseaux, situés en dehors de son périmètre.

**2) Compétences optionnelles**

\* Protection et mise en valeur de l'environnement

- La collecte, le traitement et la valorisation des déchets ménagers et assimilés
- L'aménagement et l'entretien des sites d'apport volontaire
- L'élaboration et la distribution de toute information concernant la compétence "déchets ménagers et assimilés"
- L'étude, la création, l'aménagement et la gestion de la déchetterie
- La mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration des Vergers
- Les études et travaux concernant le Terrouin et ses affluents

\* Création, aménagement et entretien de la voirie :

- Les voies communales publiques (voir *cahier des charges joint à la délibération du 24 mars 1997 de la CC de Hazelle*)

**3) Compétences facultatives**

\* Eclairage public : création, maintenance et entretien y compris les fluides

- La connaissance, le recensement et la mise à jour du patrimoine permettant l'établissement des programmes annuels et pluriannuels de travaux, d'extension, de grosses réparations et d'entretien

- Tous travaux :

- \* de création : montage, contrôle et suivi des marchés publics de travaux et/ou de fournitures et réception des travaux,
- \* de maintenance et d'entretien : contrôle des armoires de comptage et de protection, des réseaux et des câbles d'alimentation aériens et souterrains, des luminaires, des équipements de signalisation lumineuse de voirie (feux tricolores, feux clignotants, ...), des projecteurs extérieurs d'illumination de monuments, de bâtiments publics, d'aires sportives et aires de jeux, et du mobilier urbain public, d'enfouissement du réseau d'éclairage public,

ayant pour objet la sécurité et la visibilité des personnes et des biens

- La pose, la dépose et la maintenance des illuminations des fêtes de fin d'année ou autres.

\* Distribution d'énergie électrique

- Les travaux d'enfouissement de réseaux électriques déjà existants ou à créer
- Les travaux de renforcement du réseau électrique (à savoir toute modification des ouvrages nécessitée par l'amélioration de la qualité de service) non pris en charge par EDF

- Transfert du pouvoir concédant et adhésion au SDE 54. Dans le cadre de l'exercice de cette compétence la nouvelle communauté de communes se substitue de plein droit aux adhésions au SDE 54 des communautés de communes de Hazelle et du Massif de Haye.

\* L'enfouissement des réseaux téléphoniques

\* Service Départemental d'Incendie et de Secours – SDIS :

- Mutualisation des contingents du service d'incendie et de secours

\* Réseaux de gaz :

- La réalisation des travaux destinés à permettre la distribution du gaz naturel dans les communes membres de la communauté de communes,

- La distribution du gaz naturel

\* Politique jeunesse :

- études des besoins en matière d'accueil de la petite enfance (0 à 6 ans) et périscolaire (6 à 16 ans)
- mise en place et la gestion d'une structure multi accueil petite enfance
- mise en place et la gestion d'une ludothèque
- prise en charge et l'organisation d'activités extrascolaires pour l'enfance et la jeunesse telles que : les journées jeux, stages d'initiations pendant les petites vacances (dessin, poterie...), salle multimédias, chantiers jeunes.
- soutien aux associations organisant les CLSH été

\* Animation :

- mise en place d'une animation dans le cadre des Nancy Jazz Pulsations

#### **Article 5 : Représentation et administration**

La Communauté de Communes est administrée par un Conseil de Communauté composé de délégués élus par chaque Conseil Municipal des communes adhérentes en fonction de la population.

Le nombre de délégués est fixé à :

Communes	Nombre de Délégués
Aingeray	2
Avrainville	2
Fontenoy-sur-Moselle	2
Francheville	2
Gondreville	7
Jaillon	2
Sexey-les-Bois	2
Velaine-en-Haye	4
Villey-Saint-Etienne	3
TOTAL	26

Total : 26 délégués

Le Conseil de Communauté élit en son sein selon les règles fixées pour l'élection des maires et des adjoints un bureau composé d'un Président et de cinq Vice-Présidents.

#### **Article 6 : Fonctionnement du Conseil Communautaire et du bureau**

Les règles de convocation du Conseil Communautaire, de quorum, de validité des délibérations sont celles applicables aux Conseils Municipaux.

Le Président ou le bureau pourront recevoir toute délégation du Conseil dans le respect des dispositions de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil Communautaire créera des commissions temporaires ou permanentes. Chaque commission sera représentée par des délégués des différentes communes. Leur nombre sera fixé par le bureau.

#### **Article 7 : Attribution du Conseil Communautaire**

Le Conseil Communautaire exerce toutes les fonctions prévues par les textes légaux et en particulier :

- la définition des programmes annuels d'activité
- le vote du budget
- l'examen des comptes rendus d'activité annuels et le vote du compte administratif

Le Président exécute les décisions du conseil et représente la Communauté (après délibération) dans les actes de la vie civile, notamment pour ester en justice. Il est l'ordonnateur des dépenses et des recettes. Il est le responsable de l'administration et nomme le personnel.

#### **Article 8 : Ressources**

Conformément aux dispositions de l'article 5214-23 du CGCT, les ressources de la Communauté sont constituées notamment par :

1° Les ressources fiscales mentionnées au II ou, le cas échéant, au [I de l'article 1379-0 bis du code général des impôts](#), ainsi que celles mentionnées au V du même article.

La communauté de communes peut en outre percevoir, au titre de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité mentionnée à l'article [L. 2224-31](#), sous réserve que cette compétence ne soit pas déjà exercée par une autorité mentionnée à l'article [L. 5212-24](#), la taxe communale sur la consommation finale d'électricité prévue à l'article [L. 2333-2](#) au lieu et place des communes membres dont la population est inférieure à 2 000 habitants. Dans ce cas, elle est recouvrée sans frais par le gestionnaire du réseau de distribution ou le fournisseur ;

2° Le revenu des biens, meubles ou immeubles, de la communauté de communes ;

3° Les sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;

4° Les subventions de l'Etat, de la région, du département et des communes ;

5° Le produit des dons et legs ;

6° Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;

7° Le produit des emprunts ;

8° Le produit du versement destiné aux transports en commun prévu à l'article [L. 2333-64](#), lorsque la communauté est compétente pour l'organisation des transports urbains ;

9° La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et le reversement du Fonds national de garantie individuelle des ressources.

#### **Article 9 : Adhésion à des syndicats intercommunaux et à des EPCI**

Dans le cadre des compétences exercées, la Communauté de Communes adhèrera aux syndicats auxquels toutes ses communes membres appartiennent, en se substituant à ces communes.

La Communauté de Communes pourra adhérer à tout syndicat mixte.

La Communauté de Communes pourra réaliser des prestations de services pour le compte de communes non membre ou d'autres communautés de communes.

**Article 10 : Modification des statuts**

La modification des statuts est régie par les dispositions des articles L 5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Article 11 : Fonctions de receveur**

Les fonctions de receveur seront exercées par Monsieur le trésorier payeur de Toul Collectivités

**Article 12 : Règlement intérieur**

Un règlement intérieur sera préparé par le bureau et adopté par le conseil de communauté pour préciser le fonctionnement du conseil communautaire.

Une fois adopté par le conseil, il sera annexé aux présents statuts.

Il pourra être modifié par délibération du conseil de communauté.

**Article 13 : Règlements de conflits**

Si un litige intervenait entre la communauté de communes et une ou plusieurs communes, qui n'ait pu être résolu de gré à gré au sein du bureau, le Président sollicitera l'avis d'un expert en droit administratif ou de la chambre régionale des comptes.

**Article 14 : Dissolution**

La communauté peut être dissoute dans les conditions prévues par l'article 5214-28 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En cas de dissolution, la répartition des actifs ou la prise en charge du passif sera déterminée par décret ou arrêté.

Nancy, le 19 décembre 2012

Préfecture de Meurthe-et-Moselle  
Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

*Bureau des procédures environnementales*

**Décision du 14 décembre 2012 relative à la commission d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur de Meurthe-et-Moselle**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles D123-34 à D123-42 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2011-1236 du 4 octobre 2011, relatif à l'établissement des listes d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2012, portant renouvellement des membres de la commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur ;

APRÈS examen des candidatures auquel elle a procédé le 11 décembre 2012, sous la présidence d'un magistrat représentant le président du tribunal administratif de NANCY ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** La liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2013 est annexée à la présente décision.

**Article 2 :** Cette liste pourra être consultée au greffe du tribunal administratif de NANCY et à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, bureau des procédures environnementales.

**Article 3 :** Cette liste sera publiée au recueil des actes administratifs ( RAA) de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Le RAA peut être consulté sur le site internet de la préfecture.

Nancy, le 14 décembre 2012

Le Président du tribunal administratif,  
et par délégation,  
Le premier Conseiller  
Président de la commission,  
Jean-Marc GUERIN-LEBACQ

## LISTE D'APTITUDE 2013

NOM ET PRENOM	QUALITES
Monsieur Jacques AUBERTIN	Retraité
Monsieur Dino BARUCCI	Retraité administration
Monsieur Alain BECONCINI	Retraité
Monsieur Riad BENELMIR	Professeur d'université
Monsieur Claude BESANCON	Retraité
Monsieur René BEUDIN	Retraité
Monsieur Jean-Jacques BIGORGNE	Retraité
Monsieur Dominique BISIAUX	Plasticien consultant
Monsieur Jacques BOULAY	ingénieur
Monsieur Lionel BOURBIER	Retraité
Monsieur Yvon BUCHART	Retraité
Madame Guylène CAILLARD	Agent de voyage
Monsieur Claude CALAND	Retraité
Monsieur Antoine CAPUTO	Retraité
Monsieur Gérard CAUQUELIN	Retraité
Monsieur Raymond COLIN	Retraité
Madame Emmanuelle COLSON	Directrice de l'urbanisme
Monsieur Alain CONRADT	Architecte DPLG

Madame Evelyne COTE-CHOSSELER	Ingénieur conseil en hydrologie
Monsieur Jean DHERINE	Maître de conférences consultant
Monsieur Serge DONNEN	Retraité SNCF
Monsieur Christian EULOGE	Retraité
Monsieur Guillaume FOTRE	Chargé d'études urbanisme et environnement
Monsieur Gilles GAUTHIER	Retraité
Madame Yveline GERARD	Retraîtée
Monsieur Christian GEX	Directeur fondation ELA
Monsieur Gérald GIL	Retraité
Monsieur Daniel GOUDOT	Expert-judiciaire
Monsieur Denis GRANDMOUGIN	Retraité Chef laboratoire
Monsieur Patrick GRANGE	Retraité gendarmerie
Monsieur Yves GRY	Professeur d'Université
Monsieur Gérard HYPOLITE	Agriculteur
Monsieur Francis JACOB	Retraité fonction publique
Monsieur René JEUDY	Retraité gendarmerie
Madame Anne LAGORCE	Ingénieur d'Études
Monsieur Patrick LANG	Attaché territorial
Monsieur Jacques LANGLAIS	Retraité Ingénieur conseil
Monsieur Claude LEMOINE	Retraité Directeur régional télécom
Mademoiselle Claude LEUVREY	Ingénieur agronome Gérante et directrice société études
Monsieur Alain LOUIS	Retraité
M. Christian MANNSCHOTT	Retraité ARS
Madame Françoise MARC	Retraîtée Attachée administratif au service de la navigation du Nord-Est
Madame Jacqueline MASSON	Retraîtée Directrice Régionale France télécom Ingénieur
Madame Charlotte MOUGEOT	Assistante environnement
Monsieur Philippe MUCCHIELLI	Eco-conseiller
Monsieur Bernard OUDIN	Retraité France télécom
Monsieur Alain PALISSON	Retraité
M. René-Vincent PEREZ	Retraité armée
Monsieur Michel-Ange PICARDAT	Architecte
Monsieur Michel PIERRE	Retraité Ingénieur agronome
Monsieur Jean-Luc PLEIGNET	Chargé d'études DDE
Monsieur Jean-François REGNARD	Retraité Notaire
Monsieur Pierre REVOL	Hydrogéologue
Madame Danièle ROBERT	Retraîtée
Monsieur Michel SCHUTZ	Retraité Directeur agence crédit agricole
Monsieur Philippe SOL	Architecte
Monsieur Dominique THIEBAUD	Ingénieur agronome
Monsieur Jean-François TRASSART	Consultant indépendant
Monsieur Dominique VALCK	Directeur d'agence associative
Monsieur Pierre VERDEAUX	Ingénieur Ponts et Chaussées Voies navigables de France
Monsieur Jean-Marie VOIRIOT	Retraité Fonction Publique Territoriale
Monsieur Jean-Claude ZABALA	Retraité
Monsieur Christian ZAMBONI	Retraité Métallurgie

La présente liste arrêtée à 63 commissaires enquêteurs, jointe en annexe de la décision portant établissement de la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur du département de MEURTHE-et-MOSELLE pour l'année 2013, sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE et pourra être consultée au greffe du tribunal administratif de NANCY et à la préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE (Direction de l'action locale – bureau des procédures environnementales).

Nancy, le 14 décembre 2012

Le Président du tribunal administratif,  
et par délégation,  
Le premier Conseiller  
Président de la commission,  
Jean-Marc GUERIN-LEBACQ

---

**Arrêté complémentaire du 21 décembre 2012 nommant les membres du bureau de la commission de suivi de site de la société VICAT à Xeuilley**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 125-2-1, L. 511-1, et R 125-8-1 à R 125-8-5 ; Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ; Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ; Vu le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ; Vu l'arrêté préfectoral en date du 5 octobre 2012 portant création de la commission de suivi de site (CSS) de la société VICAT située sur le territoire de la commune de XEUILLEY ; Considérant que les membres du bureaux ont été désignés à la majorité des membres présents lors de la réunion d'installation de la CSS qui a eu lieu le 22 novembre 2012 ; Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

**Article 1er :** L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2012 portant création de la commission de suivi de site de la société VICAT à XEUILLEY est complété ainsi qu'il suit :

Le bureau est composé :

- Collège « administrations de l'Etat »
  - \* la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ou son représentant
- Collège « Elus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale »
  - \* M. le maire de FROLOIS
- Collège « exploitant »
  - \* M. le directeur de la société VICAT
- Collège « riverains et associations de protection de l'environnement »
  - \* M. Bernard MICHEL, président de l'association « Consommation Logement et Cadre de Vie » (CLCV),
- Collège « salariés »
  - \* M. Didier VENTRE, membre du Comité d'entreprise de la société VICAT,
- le représentant « des personnalités qualifiées »
  - \* M. SCHMITT, directeur d'AIRLORRAINE.

**Article 2 :** Dispositions finales

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture. Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 21 décembre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS**

*Bureau de l'interministérialité*

**Arrêté N° 12.BI.54 du 27 décembre 2012 modifiant la délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;  
VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;  
VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret n° 2010-783 du 8 juillet 2010 portant modifications diverses du code général des collectivités territoriales, notamment son article 5 ;  
VU le décret du président de la République en date du 12 janvier 2010 nommant M. Hubert ESPIASSE sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;  
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du président de la République en date du 1er août 2011 nommant M. Alexis ANDRES sous-préfet de LUNEVILLE ;  
VU le décret du président de la République en date du 4 janvier 2012 nommant M. Jean-François RAFFY secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
VU la décision du préfet de Meurthe-et-Moselle du 7 mars 2012 nommant Mme Fabienne BEAULAND secrétaire générale de la sous-préfecture de TOUL ;  
VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.24 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** l'article 6 de l'arrêté préfectoral susvisé n° 12.BI.24 du 27 juin 2012 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, délégation de signature est accordée à Mme Fabienne BEAULAND, secrétaire générale de la sous-préfecture de TOUL, pour les matières suivantes énumérées à l'article 1er :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE :

3) Police des débits de boissons :

- Décisions de sanctions administratives concernant :

- les débits de boissons

- les établissements fixes ou mobiles de vente de boissons alcoolisées à emporter, ou d'aliments assemblés et préparés sur place, destinés à une remise immédiate au consommateur

- toutes correspondances relatives à ces procédures

- Autorisations d'ouverture tardive

4) Manifestations sportives sur la voie publique hors aériennes, aquatiques, équestres, à moteur, homologations de circuits et combats de boxe :

- refus et délivrance des arrêtés portant autorisation des épreuves sportives se déroulant sur la voie publique ouverte à la circulation publique dans la limite de l'arrondissement,

- refus et délivrance des récépissés pour les manifestations sportives ne comportant pas de caractère compétitif, se déroulant sur la voie publique ouverte à la circulation publique dans la limite de l'arrondissement.

5) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur ;

- autorisation de transport de corps en territoire étranger

6) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers ;

- autorisation des ventes en liquidation (code du Commerce, articles L.310-1 à L.310-7) ;

- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (article R.321-1 et suivants du Code pénal) ;

- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

7) Police des armes :

- attestation de délivrance initiale des permis de chasser en vue de l'obtention d'un duplicata délivré par l'office national de la chasse et de la faune sauvage ;

- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap.

II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS

1) Cartes nationales d'identité,

2) Autorisations collectives de sortie du territoire pour les mineurs,

3) Laissez-passer pour les enfants français de moins de quinze ans ;

4) Associations (récépissés de création, modifications et dissolution des associations loi 1901).

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE

1) Délivrance des titres de permis de conduire aux candidats admis aux examens ;

2) Délivrance des titres de permis de conduire étrangers dont la conversion est possible ;

3) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul ;

4) Arrêtés concernant la commission médicale pour l'arrondissement de TOUL mesures administratives consécutives à un examen médical ;

5) Suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route ;

6) Signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route.

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

2) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation

- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

3) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation

- mandatement d'office des dépenses obligatoires conformément à l'article L.1612-16 du code général des collectivités territoriales

VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII – ENVIRONNEMENT

1) Police des forêts :

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier) ;

- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes ;

- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier) ;

- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12) ;

- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural).

2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et de la loi sur l'eau.

VIII - SUBVENTIONS D'ÉTAT ET FONDS EUROPÉENS :

1) "Accusé réception" aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des fonds structurels européens ;

- des subventions d'État.

2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR).

IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'elle est requise ;

2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement ;

3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (articles R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation) ;

4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux ;

5) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

Le reste de l'article 6 de l'arrêté susvisé est sans changement.

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de l'arrondissement de TOUL et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 27 décembre 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté N° 12.BI.55 du 27 décembre 2012 modifiant la délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2010-783 du 8 juillet 2010 portant modifications diverses du code général des collectivités territoriales, notamment son article 5 ;

VU le décret du président de la République en date du 12 janvier 2010 nommant M. Hubert ESPIASSE sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

VU le décret du président de la République en date du 4 février 2011 nommant Mme Christine BOEHLER sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 1er août 2011 nommant M. Alexis ANDRES sous-préfet de Lunéville ;

VU le décret du président de la République en date du 4 janvier 2012 nommant M. Jean-François RAFFY secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du préfet de Meurthe-et-Moselle du 2 avril 2012 nommant Mme Martine CHENG secrétaire générale adjointe de la sous-préfecture de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.04 du 16 janvier 2012 accordant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'article 6 de l'arrêté préfectoral susvisé n° 12.BI.23 du 27 juin 2012 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, délégation de signature est accordée à Mme Martine CHENG, secrétaire générale de la sous-préfecture de LUNEVILLE, pour les matières suivantes énumérées à l'article 1er :

**I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE**

**3) Police des débits de boissons :**

- Décisions de sanctions administratives concernant :

- les débits de boissons

- les établissements fixes ou mobiles de vente de boissons alcoolisées à emporter, ou d'aliments assemblés et préparés sur place, destinés à une remise immédiate au consommateur

- toutes correspondances relatives à ces procédures

- Autorisations d'ouverture tardive

**4) Manifestations sportives sur la voie publique hors aériennes, aquatiques, équestres, à moteur, homologations de circuits et combats de boxe :**

- refus et délivrance des arrêtés portant autorisation des épreuves sportives se déroulant sur la voie publique ouverte à la circulation publique dans la limite de l'arrondissement,

- refus et délivrance des récépissés pour les manifestations sportives ne comportant pas de caractère compétitif, se déroulant sur la voie publique ouverte à la circulation publique dans la limite de l'arrondissement.

**5) Police funéraire :**

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur ;

- autorisation de transport de corps en territoire étranger.

**6) Professions et activités réglementées :**

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers ;

- autorisation des ventes en liquidation (code de commerce, articles L.310-1 à L.310-7) ;

- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (article R.321-1 et suivants du Code pénal) ;

- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

**7) Police des armes :**

- attestation de délivrance initiale des permis de chasser en vue de l'obtention d'un duplicata délivré par l'office national de la chasse et de la faune sauvage ;

- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap.

**II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS**

**1) Cartes nationales d'identité,**

**2) Autorisations collectives de sortie du territoire pour les mineurs,**

**3) Laissez-passer pour les enfants français de moins de quinze ans ;**

**4) Associations (récépissés de création, modifications et dissolution des associations loi 1901).**

**III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE**

**1) Délivrance des titres de permis de conduire aux candidats admis aux examens ;**

**2) Délivrance des titres de permis de conduire étrangers dont la conversion est possible ;**

**3) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul ;**



- 4) Arrêtés concernant la commission médicale pour l'arrondissement de LUNEVILLE et mesures administratives consécutives à un examen médical ;  
5) Suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route ;  
6) Signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route.

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

- 2) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation,  
- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif.

- 3) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation  
- mandatement d'office des dépenses obligatoires conformément à l'article L.1612-16 du code général des collectivités territoriales

VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII – ENVIRONNEMENT

- 1) Police des forêts :

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier) ;

- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes ;

- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier) ;

- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12) ;

- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural).

- 2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et de la loi sur l'eau.

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS

- 1) Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subventions au titre :

- des fonds structurels européens

- des subventions d'Etat.

- 2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR).

IX - ADMINISTRATION GENERALE

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'elle est requise ;

- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement ;

- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation) ;

- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux ;

- 5) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

Le reste de l'article 6 de l'arrêté susvisé est sans changement.

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et de la sous-préfecture de Lunéville et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 27 décembre 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté N° 12.BI.56 du 27 décembre 2012 accordant délégation de signature à M. Claude d'HARCOURT, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la Région Lorraine**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1432-2 et L 1435-1 issus de l'article 118 de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, le livre 3ème de la première partie relatif à la protection de la santé et environnement, le livre 2ème de la troisième partie relatif à la lutte contre les maladies mentales ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de la défense ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret n°2010-338 du 31 mars 2010 relatif aux relations entre les représentants de l'État dans le département, dans la zone de défense et dans la région et l'agence régionale de santé pour l'application des articles L.1435-1, L.1435-2 et L.1435-7 du code de la santé publique ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République du 13 décembre 2012 nommant M. Claude d'HARCOURT directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le protocole relatif aux actions et prestations mises en œuvre par l'agence pour le préfet du département de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Délégation de signature est donnée à M. Claude d'HARCOURT, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les documents suivants :

1. Soins psychiatriques sans consentement visés aux articles L. 3211-1 et suivants du code de la santé publique :

- la transmission des arrêtés préfectoraux prononçant les mesures de soins psychiatriques prises en application des chapitres II à IV du titre 1er du livre II de la troisième partie du code de la santé publique ou de l'article 706-135 du code de procédure pénale aux personnes qui en font l'objet, ainsi que les avis mentionnés à l'article L3213-9 du code de la santé publique ;

- en application de la loi n°2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge, la saisine du Juge des Libertés et de la Détention prévue par l'article L 3211-12-1 du code de la santé publique ;

- les courriers informant de toute décision de prise en charge du patient sous une autre forme que celle d'une hospitalisation complète les autorités et les personnes suivantes : le procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel est situé l'établissement d'accueil de la personne malade et le procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel celle-ci a sa résidence habituelle ou son lieu de séjour ; le maire de la commune où est implanté l'établissement et le maire de la commune où la personne malade a sa résidence habituelle ou son lieu de séjour ; la commission départementale des soins psychiatriques ; la famille de la personne qui fait l'objet de soins ; le cas échéant, la personne chargée de la protection juridique de l'intéressé.,

2. Les mesures de salubrité générale et contrôle administratif et technique des règles d'hygiène dans les conditions prévues à l'article L1421-4 du code de la santé publique :

- les courriers relatifs au contrôle administratif et technique des règles d'hygiène, conformément aux dispositions de l'article L. 1311-1 du code de la santé publique et aux arrêtés pris sur le fondement de l'article L 1311-2 du code de la santé publique ;
- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine y compris notification des résultats et informations ainsi que les mesures d'urgence nécessaires (art L 1321-1 à L 1321-10 et R 1321-1 à R 1321-68 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux minérales naturelles (L. 1322-1 à L .1322-13 et R 1322-1 à R 1322-44-17 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux de consommation humaine conditionnées (R. 1321-69 à R. 1321-95 ; R. 1321-1 à R. 1321-63 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des piscines et baignades ouvertes au public y compris notification des résultats et des classements (art. L 1332-1 à L 1332-9 et D1332-1 à D 1332-42 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs au contrôle des nuisances sonores dans le domaine des bruits de voisinage et des établissements diffusant de la musique amplifiée (art. R 1334-31 à R 1334-37 du code de la santé publique ; L 571-17 et R 571-25 à R 571-30 du code de l'environnement) ;
- les courriers relatifs au contrôle des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, et des filières d'élimination des pièces anatomiques (art. R 1335-31 du code de la santé publique et décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997) ;
- les courriers relatifs à la salubrité des immeubles (art. L 1331-17, L 1331-22 à L 1331-31 et art. R 1331-4 à R 1331-11 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs à la lutte contre le saturnisme infantile et l'amiante (art. L 1334-1 à L 1334-13 et R 1334-1 à R 1334-13 du code de la santé publique).

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude d'HARCOURT, la délégation de signature qui lui est accordée par l'article 1er sera exercée par M. Lucien VICENZUTTI, directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale.

**Article 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lucien VICENZUTTI, la délégation de signature qui lui est accordée par l'article 2 sera exercée par M. Philippe ROMAC, délégué territorial de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe ROMAC, la délégation de signature qui lui est accordée par l'article 3 sera exercée par M. Jérôme MALHOMME, chef du service veille et sécurité sanitaire environnementale.

En cas d'empêchement de M. Jérôme MALHOMME, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Mme Stéphanie MONIOT, ingénieur d'études sanitaires, par M. Daniel GIRAL, ingénieur d'études sanitaires et par M. Olivier DOSSO, ingénieur contractuel, pour les correspondances et les documents se rapportant au 2° de l'article 1er du présent arrêté et par Mme le Dr Odile de JONG, pour les correspondances et les documents se rapportant au 1° de l'article 1er du présent arrêté.

**Article 5 :** Demeurent réservées à la signature du préfet :

- les correspondances adressées :
  - à la présidence de la République et au Premier ministre,
  - aux ministres,
  - aux parlementaires,
  - au préfet de région et au président du conseil régional,
  - au président du conseil général,
  - au président de la communauté urbaine du Grand Nancy ;
- les circulaires à destination des maires des communes du département, des mises en demeure devant être notifiées aux collectivités territoriales pour non respect de leurs obligations réglementaires ;
- les situations de risques sanitaires pouvant constituer un trouble à l'ordre public où les services de l'agence sont placés, pour emploi, sous l'autorité du préfet ;
- les courriers et mémoires adressés au parquet et aux juridictions administratives, pénales, civiles ou financières.

**Article 6 :** L'arrêté préfectoral n°12.BI.19 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature à M. Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine, est abrogé.

**Article 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. Claude d'HARCOURT, directeur général de l'agence régionale de la santé de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 27 décembre 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST

#### ARRONDISSEMENT ENVIRONNEMENT-MAINTENANCE-EXPLOITATION

**Décision AEME n° 2012-01 en date du 14 décembre 2012 portant application de l'interdiction de stationnement et de la signalisation, en rive gauche et rive droite, sur le canal de la Marne au Rhin Est, Embranchement de Nancy (Bief de partage), du point kilométrique (PK) 7.550 au point kilométrique (PK) 7.850 sur le territoire de la commune de Ludres**

La Chef du Service Navigation du Nord-Est,

VU le code du domaine de l'État,

VU le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,

VU le décret n° 72-1202 du 23 décembre 1972 relative aux infractions concernant les bateaux, engins et établissement flottants circulant ou stationnant sur les eaux intérieures,

VU le décret du 6 février 1932 modifié portant règlement général de police des voies de navigation intérieure,

VU le décret n° 73.912 du 21 septembre 1973 portant règlement général de police de la navigation intérieure,

VU l'arrêté ministériel du 20 décembre 1974 fixant le règlement particulier de police de la navigation sur les canaux, rivières, cours d'eau et plans d'eau domaniaux,  
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.93 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à Madame Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,  
CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'interdire, en rive gauche et rive droite, du canal de la Marne au Rhin Est, Embranchement de Nancy du PK 7.550 au PK 7.850 (Bief de partage), le stationnement des bâtiments et matériels flottants pour des raisons réglementaires de sécurité liées au plan particulier des risques technologiques (PPRT) régit par la société "SEVEAL" située à Ludres, créant ainsi une zone sécurisée,

#### DECIDE

**Article 1er :** Le stationnement est interdit en rive gauche et rive droite, du canal de la Marne au Rhin Est, Embranchement de Nancy, du PK 7.550 au PK 7.850 (Bief de partage), sur le territoire de la commune de Ludres.

**Article 2 :** Le secteur de la voie navigable interdit au stationnement sera matérialisé sur place, en rive gauche et rive droite, du canal de la Marne au Rhin Est, Embranchement de Nancy du PK 7.550 au PK 7.850 (Bief de partage), par des panneaux A5 équipés d'une flèche complémentaire indiquant la direction et la longueur du secteur auquel s'applique la signalisation ; ces panneaux seront posés par le Service Navigation Unité Territoriale d'itinéraire Canal de la Marne au Rhin (UTI CMRE).

**Article 3 :** La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Cette décision sera également portée à la connaissance des usagers par voie d'avis à la batellerie.

**Article 4 :** La présente décision prend effet à compter de ce jour.  
Nancy, le 14 décembre 2012

La Chef du Service Navigation du Nord-Est,  
Corinne de LA PERSONNE

## AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

### DIRECTION AMBULATOIRE ET ACCES A LA SANTE

#### **Arrêté N° 2012-1564 du 27 décembre 2012 portant modification au cahier des charges régional de la permanence des soins en médecine ambulatoire de la région Lorraine**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU l'arrêté n° 2012 02-09-138 du 9 février 2012 fixant le cahier des charges régional de la permanence des soins en médecine ambulatoire de la région Lorraine ;

VU les avis :

- du comité départemental de l'aide médicale urgente de la permanence des soins et des transports sanitaires de Meurthe et Moselle en date du 18 décembre 2012
- du comité départemental de l'aide médicale urgente de la permanence des soins et des transports sanitaires de Meuse en date du 17 décembre 2012
- du comité départemental de l'aide médicale urgente de la permanence des soins et des transports sanitaires de Moselle en date du 21 décembre 2012
- du comité départemental de l'aide médicale urgente de la permanence des soins et des transports sanitaires des Vosges en date du 20 décembre 2012 ;

CONSIDERANT le cahier des charges de la permanence des soins en médecine ambulatoire modifié lequel reste conforme aux dispositions du code de la santé publique (articles R.6315-1 et suivants du code de la santé publique) ;

CONSIDERANT que l'organisation et les rémunérations inscrites dans ce cahier des charges modifié sont conformes à l'arrêté du 20 avril 2011 relatif à la rémunération des médecins participant à la permanence des soins en médecine ambulatoire ;

CONSIDERANT les avis favorables des comités départementaux de l'aide médicale urgente de la permanence des soins et des transports sanitaires des quatre départements lorrains ;

#### ARRETE

Le cahier des charges régional de la permanence des soins en médecine ambulatoire de la région Lorraine fixé par l'arrêté n° 2012 02-09-138 du 9 février 2012 est modifié comme suit :

#### **Article 1er : Les horaires de la permanence des soins en médecine ambulatoire**

La Meuse adopte les horaires de permanence des soins du reste de la Lorraine

Conformément au Code de la Santé publique (article R 6315-1) la permanence des soins en médecine ambulatoire est assurée en dehors des horaires usuels d'ouverture des cabinets libéraux et centres de santé elle couvre les périodes :

- de 20 heures à 8 heures les jours ouvrés
- les dimanches et les jours fériés de 8 heures à 20 heures
- le samedi de 12 heures à 20 heures

Et pour les jours encadrant les jours fériés :

- les lundis de 8 heures à 20 heures précédant un jour férié (jour férié le mardi)
- les vendredis de 8 heures à 20 heures et samedis matin de 8 heures à 12 heures suivant un jour férié (jour férié le jeudi)
- les samedis matin de 8 heures à 12 heures suivant un jour férié (jour férié le vendredi)

Ceci pour les 4 départements de Lorraine.

#### **Article 2 : Souplesse dans le cumul de garde en Meuse**

La disposition précédente du cahier des charges permettant en nuit profonde à un médecin volontaire de cumuler les gardes sur les secteurs du Barrois et de Saint-Mihiel/Commercy est étendue à l'ensemble des secteurs et sous secteurs Meusiens et à l'ensemble des périodes de Permanence des Soins Ambulatoire.

Concrètement il est possible à un médecin volontaire de pouvoir prendre la garde sur 2 secteurs et sous secteurs contigus en cumulant ainsi 2 astreintes par périodes de PDSA (1ère partie de nuit 2ème partie de nuit et Week end et jours fériés en journée).

#### **Article 3 : Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter du 1er janvier 2013**

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et le Directeur de l'ambulatoire et de l'accès à la santé en lien avec les délégués territoriaux sont chargés chacun pour ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de région et des 4 Préfectures de département.  
Nancy, le 27 décembre 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le Directeur Général Adjoint,  
Marie Hélène MAITRE

**DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
*Etablissements médico-sociaux*

**Décision n° 2012-1050 du 12 décembre 2012 modifiant la dotation globale de financement pour l'année 2012 - Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD) géré par l'association AGU 54 - FINESS N° 54 001 5799**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-8 et L314-3 à L314-8, ainsi que les articles R314-1 à R314-204 ;  
 VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;  
 VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012, publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;  
 VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
 VU l'arrêté du 22 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;  
 VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;  
 VU l'arrêté du 29 novembre 2012 modifiant l'arrêté du 6 juin 2012 fixant les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L-314-3-3 du code de l'action sociale ;  
 VU l'arrêté n°2012-1037 du 26 septembre 2012 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
 VU la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DGS/MC2/DSS/1A/DGOS/R4/2012/395 du 22 novembre 2012 relative à la campagne budgétaire pour 2012 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), ainsi que de l'expérimentation des maisons d'accompagnement en soins palliatifs ;  
 VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAARUD « L'échange », géré par l'association AGU, sont modifiées comme suit à compter du 1er décembre 2012 :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	48 522
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	113 547
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	74 956
	Dont CNR	59 560
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	237 025
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	228 051
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	6 650
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	2 324
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	237 025

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du CAARUD « l'échange », géré par l'association AGU, est fixée à 228 051 €.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2012 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement.

Nancy, le 12 décembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
 Le Délégué Territorial,  
 Philippe ROMAC

**Décision n° 2012-1051 du 12 décembre 2012 modifiant la dotation globale de financement pour l'année 2012 - Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD) géré par l'association AIDES 54 - FINESS N° 54 001 5658**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-8 et L314-3 à L314-8, ainsi que les articles R314-1 à R314-204 ;  
 VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;  
 VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012, publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;  
 VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
 VU l'arrêté du 22 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU l'arrêté du 29 novembre 2012 modifiant l'arrêté du 6 juin 2012 fixant les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L-314-3-3 du code de l'action sociale ;

VU l'arrêté n° 2012-1037 du 26 septembre 2012 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DGS/MC2/DSS/1A/DGOS/R4/2012/395 du 22 novembre 2012 relative à la campagne budgétaire pour 2012 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), ainsi que de l'expérimentation des maisons d'accompagnement en soins palliatifs ;

VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire ;

#### DECIDE

**Article 1er :** Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAARUD, géré par l'association AIDES 54, sont modifiées comme suit à compter du 1er décembre 2012 :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	56 748
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	94 461
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	84 034
	Dont CNR	60 000
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	235 243
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	235 243
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	235 243

**Article 2 :** Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du CAARUD, géré par l'association AIDES 54, est fixée à 235 243 €, après attribution d'une dotation conjoncturelle non reconductible de 60 000 €.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2012 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

La dotation globale de financement du CAARUD est ramenée à 175 243 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

**Article 3 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 4 :** En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement.

Nancy, le 12 décembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

#### Etablissements de santé

**Arrêté ARS-DT 54 N° 1448/2012 du 18 décembre 2012 modifiant l'arrêté ARS-DT N° 699 du 9 juillet 2012, et portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin au 1er août 2012 - N° FINESSE Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESSE Etablissement : 540 001 286**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/382 du 9 novembre 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU l'arrêté ARS/DT 54 N°1344/2012 du 27 novembre 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre régional de lutte contre le cancer Alexis Vautrin pour l'exercice 2012

#### ARRETE

**Article 1er :** L'arrêté n°699 du 9 juillet 2012, sus-visé, est modifié ainsi qu'il suit :

A partir du 1er août 2012 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Court séjour

12 : Chirurgie 1 243.00 €

20 : Spécialités coûteuses 1 243.00 €

53 : Chimiothérapie	1 243.00 €
Hospitalisation de jour	
90 : Hôpital de jour	829.00 €
Séances de radiothérapie	
22 : Irradiation corporelle totale (ICT)	1 210.00 €
23 : Autres séances d'irradiations	233.00 €
24 : Séances Cyberknife	1 800.00 €

**Article 2 :** Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 1112-18 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre Alexis Vautrin d'une majoration tarifaire pour régime particulier, fixée à

\* 55.00 € par jour en hospitalisation complète

\* 30.00 € par jour en ambulatoire

**Article 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénéit - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4 :** Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et le Directeur du centre Alexis Vautrin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

## DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

### DIRECTION

#### Convention de délégation du 27 novembre 2012

La présente délégation est conclue en application du décret 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'Etat modifié par le décret n°2005-436 du 9 mai 2005 portant statut particulier du corps du contrôle général économique et financier et dans le cadre de la délégation d'ordonnancement secondaire du Préfet de la région lorraine, Préfet de la Moselle en date du 26 juin 2012, du Préfet de la Moselle en date du 25 juin 2012, du Préfet de la Meuse en date du 01 octobre 2012, du Préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 02 mai 2012 et du Préfet des Vosges en date du 11 mai 2012.

Entre la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) de la Lorraine, représentée par sa directrice, désignée sous le terme de "délégant", d'une part,  
Et

La Direction Régionale des Finances Publiques de la Lorraine et du département de la Moselle, représentée par le responsable du pôle Pilotage et Ressources, désigné sous le terme de "délégataire", d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

#### Article 1er : Objet de la délégation

En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 et dans le cadre de sa délégation d'ordonnancement secondaire, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses et des recettes relevant des programmes 111 « amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail », 155 « conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail », 102 « accès et retour à l'emploi », 103 « accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », 223 « tourisme », 134 « développement des entreprises et de l'emploi », 305 « stratégie économique et fiscale » ainsi que du fonds social européen hors budget de l'Etat.

Le délégant assure le pilotage des AE et des CP et n'est pas dégagé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire.

La délégation de gestion porte sur les actes de gestion et d'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes précisés dans les articles ci-dessous.

Un contrat de service conclu entre le délégant et le délégataire visé par l'ordonnateur secondaire de droit précise les engagements réciproques, le cadre et les modalités de fonctionnement entre les services

#### Article 2 : Prestations accomplies par le délégataire

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après ; à ce titre, la délégation emporte délégation de la fonction d'ordonnateur pour l'engagement, la liquidation et l'établissement des ordres à payer et l'émission des titres de perception.

1. Le délégataire assure pour le compte du délégant les actes suivants :

- il saisit et valide les engagements juridiques ;
  - il notifie aux fournisseurs les bons de commande sur marchés ;
  - il saisit la date de notification des actes ;
  - il réalise, lorsqu'il y a lieu, la saisine du contrôleur financier et de l'ordonnateur secondaire selon les seuils fixés en annexe (ou dans le contrat de service, au choix) ;
  - il enregistre la certification du service fait valant ordre de payer en mode facturier
  - il instruit, saisit et valide les demandes de paiement quand elles ne sont pas créées par le service facturier (cf les cas particuliers listés en annexe) ;
  - il saisit et valide les engagements de tiers et titres de perceptions ;
  - il réalise en liaison avec les services du délégataire les travaux de fin de gestion ;
  - il tient la comptabilité auxiliaire des immobilisations ;
  - il assiste le délégant dans la mise en oeuvre du contrôle interne comptable et met en oeuvre le contrôle interne comptable de 1er niveau au sein de sa structure ;
  - il réalise l'archivage des pièces qui lui incombent.
2. Le délégant reste responsable, dans le cadre de la délégation de signature de l'ordonnateur secondaire, de
- la décision des dépenses et recettes,
  - la constatation du service fait,

- c. pilotage des crédits de paiement,
- d. l'archivage des pièces qui lui incombent.

**Article 3 : Obligations du délégataire**

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.  
Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, à assurer la qualité comptable et à rendre compte de son activité selon les délais définis dans le contrat de service.  
Il s'engage à fournir au délégant les informations demandées et à l'avertir sans délai en cas d'indisponibilité des crédits.

**Article 4 : Obligations du délégant**

Le délégant s'engage à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission. Le contrat de service précise les éléments attendus.

Il adresse une copie de ce document au contrôleur financier et au comptable assignataire concernés.

**Article 5 : Exécution financière de la délégation**

Le délégataire est autorisé à subdéléguer à ses subordonnés, sous sa responsabilité, la validation dans CHORUS des actes d'ordonnancement. La liste des agents qui exerceront dans l'outil les actes nécessitant la qualité d'ordonnateur secondaire est précisée en annexe du contrat de service (cf annexe 1).

**Article 6 : Modification du document**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant validé par l'ordonnateur secondaire de droit dont un exemplaire est transmis aux destinataires du présent document mentionnés à l'article 4.

**Article 7 : Durée, reconduction et résiliation du document**

Le présent document prendra effet à compter de la date de signature. Il est établi pour l'année 2012 et reconduit tacitement, d'année en année. Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion, sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois. La dénonciation de la délégation de gestion doit prendre la forme d'une notification écrite ; l'ordonnateur secondaire de droit, le comptable assignataire et le contrôleur budgétaire doivent en être informés.

La convention de délégation de gestion est transmise au contrôleur financier et au comptable assignataire, accompagnée de la délégation d'ordonnancement secondaire du délégant et du délégataire.

Ce document sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures.

Metz, le 27 novembre 2012

Le délégant,

La Directrice de la DIRECCTE de Lorraine,  
OSD par délégation des préfets de la Région Lorraine  
et du département de la Moselle, de la Meuse,  
de la Meurthe-et-Moselle et des Vosges  
Danièle GIUGANTI

Le délégataire,

Le responsable du pôle Pilotage et Ressources de la Direction Régionale  
des Finances Publiques de la Lorraine et du département de la Moselle  
Michel RAMIR

Visa de M. le Préfet de la Meurthe-et-Moselle

Visa de Mme la Préfète de la Meuse

Visa de Mme le Préfète des Vosges

Visa de M. le Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle

**ANNEXE 1****VALIDEURS DES ACTES DANS CHORUS – DIRECCTE LORRAINE**

Mme Marie-France RENZI

Mme Brigitte DURUPT

Mme Cécile PERNET

Mme Astrid MARAGE

M. Claude SPINELLI

**UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****SSRE / DOETH**

**Décision SP/2012-20 du 11 décembre 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne - Entreprise individuelle BASTIEN Mickaël à Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,

VU le courrier du 07/11/2012 de M. Mickaël BASTIEN, gérant de l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) BASTIEN Mickaël « Speed Guitars » (SIRET n° 520255670.00017) sise 8 rue du placieux à Nancy (54000) demandant le retrait de l'agrément simple N/190410/F/054/S/030 délivré le 19 avril 2010, suite à la radiation pour modification de statuts de l'entreprise agréée,

SUR proposition du responsable de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**D E C I D E**

**Article unique** : L'agrément simple N/190410/F/054/S/030 délivré le 19 avril 2010 à l'entreprise individuelle BASTIEN Mickaël (SIRET n° 520255670.00017) sise 8 rue du placieux à Nancy, est retiré.

Nancy, le 11 décembre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Commune de Bralleville - Arrêté N° 2012/DDT54/ADUR/008 du 13 décembre 2012 relatif à la carte communale de Bralleville en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU la délibération du conseil municipal de BRALLEVILLE en date du 26 juin 2007 prescrivant la carte communale;

VU l'arrêté de la mise à enquête publique en date du 19 juin 2012;

VU l'enquête publique qui a eu lieu entre le 9 juillet 2012 et le 7 août 2012 inclus;

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur du 19 août 2012;

VU la délibération du conseil municipal de BRALLEVILLE en date du 18 septembre 2012 qui approuve la carte communale ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La carte communale de BRALLEVILLE qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

**Article 2** : Le présent arrêté est affiché pendant un mois en mairie.

**Article 3** : Le conseil municipal de BRALLEVILLE décide que les permis de construire et autres autorisations d'urbanisme seront délivrés au nom de l'État, conformément à l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme.

**Article 4** : Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur Départemental des Territoires et le maire de BRALLEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 13 décembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Jean-François RAFFY

**ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE****Arrêté DDT-PECHE 2012/023 du 22 novembre 2012 définissant l'avis annuel des périodes d'ouverture de la pêche en eau douce dans le département de Meurthe-et-Moselle en 2013**

Dispositions du titre III - livre IV du code de l'environnement et notamment

de l'article L. 436-5 réglementant la pêche en eau douce

et de l'arrêté réglementaire permanent relatif à l'exercice de la pêche en eau douce en Meurthe-et-Moselle

La pêche est autorisée dans le département de Meurthe-et-Moselle pour les écrevisses et toutes les espèces de poissons, durant les périodes d'ouverture générale ci-après :

- Eaux de première catégorie : du 09 mars au 15 septembre 2013

- Eaux de deuxième catégorie : du 1er janvier au 31 décembre 2013 pour la pêche aux lignes.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, la pêche des espèces suivantes est interdite en dehors des temps d'ouverture ci-après :

ESPECES	EAUX de 1 <sup>ère</sup> CATEGORIE	EAUX de 2 <sup>ème</sup> CATEGORIE
TRUITE ARC-EN-CIEL	du 09 mars au 15 septembre	du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre
SAUMON DE FONTAINE	du 09 mars au 15 septembre	du 09 mars au 15 septembre
TRUITE FARIO	du 09 mars au 15 septembre	du 09 mars au 15 septembre
OMBRE COMMUN	du 18 mai au 15 septembre	du 18 mai au 31 décembre
BROCHET	du 09 mars au 15 septembre	du 1 <sup>er</sup> janvier au 27 janvier
SANDRE	du 09 mars au 15 septembre	et du 1 <sup>er</sup> mai au 31 décembre
ECREVISSES à pattes rouges, à pattes grêles	du 27 juillet au 5 août	du 27 juillet au 5 août
ANGUILLE EUROPEENNE JAUNE uniquement	Les dates d'ouverture seront fixées ultérieurement par arrêté spécifique des ministres chargés de la pêche en eau douce et de la pêche maritime	

Les jours indiqués ci-dessus sont compris dans les périodes d'ouverture.

La pêche dans le lac de Pierre Percée, classé grand lac intérieur de montagne de deuxième catégorie piscicole, est réglementée par arrêté préfectoral spécifique.

La pêche de la carpe de nuit est réglementée par arrêté préfectoral spécifique.

Toute pêche est interdite dans les réserves définies par arrêtés préfectoraux.

Il est interdit d'appâter les hameçons et les engins avec la civelle, l'anguille ou sa chair.

La pêche de nuit de l'anguille est interdite.

La pêche des grenouilles est interdite.

**NOTA:**

- le nombre de prises de salmonidés est limité à 6 par pêcheur et par jour.

- la taille minimale de capture des truites et du Saumon de fontaine est fixée à 0,23 m sur tout le département, à l'exception de La Plaine où la taille est fixée à 0,20 m.

- la taille minimale de l'Ombre commun est fixée à 0,30 m.

- la taille minimale du Brochet est fixée à 0,50 m dans les eaux de la 2<sup>ème</sup> catégorie.

- la taille minimale du Sandre est fixée à 0,40 m dans les eaux de la 2<sup>ème</sup> catégorie.

- la taille minimale du Black-bass est fixée à 0,30 m dans les eaux de la 2<sup>ème</sup> catégorie.

- la taille minimale des écrevisses à pattes rouges et à pattes grêles est fixée à 0,09m.

Nancy, le 22 novembre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-François RAFFY



**Arrêté DDT-PECHE 2012/024 du 19 novembre 2012 autorisant la capture et la remise à l'eau du poisson dans le cadre des travaux de remise en état de la porte aval de l'écluse de Pagny-sur-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1 à L. 122-3, L. 432-10 et L. 436-9 ;  
VU le Code de l'environnement, notamment les articles R. 432-6 à R. 432-10 et R. 436-12 ;  
VU le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris en application de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;  
VU la demande présentée par Voies navigables de France en date du 4 octobre 2012 ;  
VU l'avis du chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques en date du 15 novembre 2012 ;  
VU l'avis de la FDPMA du 13 novembre 2012,  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE****Article 1er** : présentation des opérations

1-1) Dans le cadre des opérations de chômage en urgence sur l'écluse de PAGNY/MOSELLE Voies navigables de France - Unité Territoriale d'Itinéraire (UTI) Moselle, procédera du 1er au 11 décembre 2012, dans le département de la Meurthe et Moselle à la vidange partielle du sas de l'écluse de PAGNY/MOSELLE afin d'y effectuer des travaux de changement de portes.

1-2) Les opérations de vidange concerneront uniquement l'ouvrage cité ci-dessus.

La vidange du sas se fera par pompage avec rejet des eaux à l'aval de la chambre de la porte batardée dans la Moselle.

1-3) La phase finale de pompage du sas sera réalisée de façon lente afin d'éviter la mise en suspension de fines.

Durant les travaux, le pétitionnaire prendra toutes les mesures techniques pour éviter les atteintes à l'environnement.

1-4) Au moins huit jours avant les vidanges, Voies navigables de France préviendra les gendarmeries des secteurs concernés, le service de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques et la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique et les informera des dates prévues pour les pêches de sauvegarde.

**Article 2** : objet de l'autorisation

Afin de préserver la faune piscicole durant ces travaux de réparation, une pêche de sauvegarde sera réalisée.

La présente autorisation concerne donc cette opération de pêche exceptionnelle et le transport du poisson.

Sont exclues de la présente autorisation, les captures liées à la gestion des peuplements piscicoles ou à des fins scientifiques, à des expositions pédagogiques ou autre.

**Article 3** : bénéficiaires de l'autorisation

La Direction Interrégionale du Nord-Est des Voies Navigables de France, UTI Moselle, antenne de Pont-à-Mousson, est autorisée à capturer le poisson dans l'écluse de PAGNY/MOSELLE et à le remettre à l'eau, dans le milieu naturel le plus proche de seconde catégorie piscicole, à l'aval de l'ouvrage.

**Article 4** : responsable de l'exécution matérielle des opérations et personnel

La récupération du poisson et son transport sont organisés par Voies navigables de France, UTI Moselle, sous le contrôle des agents chargés de la police de la pêche.

Sous-couvert de l'arrêté préfectoral DDT-PECHE 2011/037, la récupération et le transport du poisson seront exécutés par la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique sous la Direction de M. TAVOSO.

**Article 5** : matériel utilisé

Les poissons seront récupérés par la méthode de pêche à l'électricité, matériel électrique de type « Martin Pêcheur » et à l'épuisette.

**Article 6** : destination du poisson capturé

Les poissons seront remis vivants à l'eau à l'endroit le plus proche de leur capture, de seconde catégorie piscicole sauf dans les cas suivants :

- mauvais état sanitaire,

- le poisson mort au cours de la pêche sera remis au détenteur du droit de pêche jusqu'à concurrence de ses frais ; au-delà, il sera remis à un représentant de l'autorité publique ou à une oeuvre de bienfaisance,

- les espèces visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> de l'article L. 432-10 du Code de l'environnement seront tuées sur place puis, si le poids excède 40 kg, prises en charge par une entreprise d'équarrissage agréée dans les conditions prévues par la réglementation.

Par ailleurs, les espèces particulières qui n'auront pas été formellement identifiées seront photographiées et un individu de chaque espèce sera conservé et remis au service de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques.

**Article 7** : compte-rendu d'exécution

A l'issue des opérations de pêche, un certificat attestant de la bonne réalisation des pêches sera remis par la Fédération de Pêche à l'UTI Moselle.

Par ailleurs, la Fédération de Pêche, rédigera un compte rendu des opérations de sauvetage et l'adressera au service chargé de la police de la pêche dans les 3 mois après travaux.

Il comprendra les éléments suivants : la date et le lieu de l'opération, le personnel et les moyens mis en œuvre, les espèces présentes, le poids estimé et les lieux de déversement.

Une copie de ce document sera adressée au service de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques.

**Article 8** : Validité de l'autorisation

La présente autorisation est valable du 1er au 11 décembre 2012.

**Article 9** : présentation de l'autorisation

Le bénéficiaire de l'autorisation, ou la personne responsable de l'exécution matérielle doit présenter l'autorisation à toute demande des agents chargés de la police de la pêche en eau douce. S'il ne peut le faire ou s'il s'y refuse, il s'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 3<sup>e</sup> classe.

La personne qui participe à l'exécution d'une opération de capture ou de transport s'expose aux sanctions prévues par la législation et la réglementation de la pêche en eau douce si le bénéficiaire de l'autorisation ou la personne responsable de l'exécution matérielle de l'opération n'est pas présent au cours de l'opération.

**Article 10** : retrait de l'autorisation

La présente autorisation exceptionnelle de capture et de transport est personnelle et incessible. Elle peut être retirée à tout moment et sans indemnité si le bénéficiaire ne respecte pas les clauses figurant dans son autorisation ou les prescriptions qui lui sont liées, ou si lui-même ou la personne responsable de l'exécution matérielle de l'opération n'est pas présent au cours de l'opération.

**Article 11** : respect des prescriptions des autorisations :

S'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de 4<sup>ème</sup> classe, toute personne qui n'a pas respecté les prescriptions de la présente autorisation.

**Article 12** : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut être déféré devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 13** : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

**Article 14** : publication

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Le présent arrêté est mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture ([www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)) pendant un an au moins.

**Article 15** : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires, le chef du service de la navigation du Nord-Est, le lieutenant colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle, le chef du service de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, le Président de la Fédération de la Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique, le responsable de Voies navigables de France – Unité Territoriale d'Itinéraire Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie du présent arrêté sera adressée, pour information :

- au maire de la commune de PAGNY-SUR-MOSELLE.

Nancy, le 19 novembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Service de Police de l'Eau de Meurthe-et-Moselle,  
Jean-Luc JANEL

### **Arrêté DDT-PECHE 2012/025 du 30 novembre 2012 autorisant la pêche de la carpe de nuit dans le département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2013**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 435-9, L. 436-5, R. 436-13, R. 436-14, R. 436-23 et R. 436-38 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L. 2124-8, L. 2124-10, L. 2132-5 à 7 ;

VU le décret du 6 février 1932 modifié portant règlement général de la police de la navigation intérieure ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;

VU la demande déposée le 2 octobre 2012 par le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires ;

VU l'avis du 19 novembre 2012 du chef du service départemental de l'ONEMA ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

**Article 1er** : La pêche de la carpe à toute heure est autorisée du 1er avril au 31 octobre 2013 dans les tronçons de cours d'eau et plans d'eau de 2ème catégorie décrits ci-dessous.

Toutefois, depuis une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ou transportée.

RIVIERES, CANAL ET PLANS D'EAU	COMMUNE	DÉSIGNATION DU LIEU	GESTIONNAIRE
LE MADON	XIROCOURT	Rive gauche uniquement en aval de l'ancien moulin lieudit « Paquis de SOCOURT », soit 135 m.	XIROCOURT
LE MADON	ORMESETVILLE (Ville sur Madon)	Rive droite, de part et d'autre du parcours pour handicapés sur 300 m en amont et 300 m en aval au lieudit « LA HEYRARD », soit 800 m.	TANTONVILLE
LE MADON	XEUILLEY	Rive gauche uniquement, de la gare de XEUILLEY au « neuf moulin », soit 300 m.	XEUILLEY
LA MEURTHE	BACCARAT	Sur la rive droite uniquement du lot A9 : derrière les locaux de la DDE « Plein de la Brasserie », de l'embarcadère au panneau de fin de parcours, soit 300 m.	BACCARAT
LA MEURTHE	ROSIERES-AUX-SALINES	Rive gauche, derrière les « Sablières de la Meurthe ». En amont de la conduite forcée SOLVAY sur 900 m.	DOMBASLE
LA MEURTHE	DOMBASLE SUR MEURTHE	Rive droite uniquement, secteur de l'ancienne piscine, soit 1 000 m.	DOMBASLE
LA MEURTHE	LANEUVILLE-DEVANT-NANCY	De l'aval du pont du canal BRUCKE (pont SNCF) en rive gauche, sur 830 m en aval de ce pont.	FDAAPPMA 54
LA MOSELLE CANALISEE	LIVERDUN	Rive gauche uniquement, du lieudit "le Golf" (y compris le plan d'eau de la Conserverie) jusqu'au pont routier à l'entrée de LIVERDUN de la D 90, soit 2 750 m.	FDAAPPMA 54
CANAL DES VOSGES	TONNOY	De la ferme du Ménil jusqu'au déversoir en amont, rive droite, soit 900 m.	FDAAPPMA 54

CANAL DES VOSGES	NEUVILLER SUR MOSELLE	Au niveau de la pépinière jusqu'à 450 m en amont, rive gauche.	FDAAPPMA 54
MOSELLE	FONTENOY	Depuis le pont de la voie ferrée jusqu'à la confluence avec la Moselle canalisée soit 3 000 m.	FDAAPPMA 54
LA MOSELLE	PONT SAINT VINCENT	Rive gauche uniquement, de l'aval du pont des Crassiers jusqu'à la confluence avec le Madon soit 1 000 m.	FDAAPPMA 54
MOSELLE	CUSTINES	De l'hôtel de l'Isle jusqu'à 700 m en aval sur la rive droite.	FDAAPPMA 54
LA MOSELLE	CHAUDENEY SUR MOSELLE	Rive droite, face aux sablières GSM de Pierre la Treiche, jusqu'au pont cassé de l'ancienne voie stratégique militaire, hors île, soit environ 700 m.	TOUL
LA MOSELLE	DOMMARTIN LES TOUL	En rive droite uniquement : depuis le pont de « la Queue de chat » à l'aval barrage des « Américains », soit 1 000 m	TOUL
LA MOSELLE	TOUL	Rive droite : de la pointe de l'île jusqu'au pont de la D 400, soit 400 m.	TOUL
LA MOSELLE	TOUL	Rive gauche : de la limite aval de l'étang RENAULT jusqu'à 100 m à l'aval du pont "de la Queue du Chat", soit 600 m	TOUL
LA MOSELLE	FROUARD	Rive droite uniquement, de l'amont du pont du chemin de fer à la fin du chemin, soit 800m	TOUL
LA MOSELLE	AINGERAY	Rive gauche uniquement, depuis 150 m en amont du barrage (pancarte) à 500 m en amont, en face du pointis.	TOUL
LA MOSELLE	MARON	Rive gauche uniquement : le long de la D 909, depuis le transformateur EDF à la fin du chemin, soit 600m.	TOUL
CANAL A GRAND GABARIT	TOUL	Rive gauche : après la pointe des ateliers de service de la Navigation et Nancy port jusqu'au pont routier de GONDREVILLE, soit 5 900 m.	TOUL
MOSELLE CANALISEE	PIERRE-LA-TREICHE	En rive droite, depuis le pont de Pierre-la-Treiche » à la croisée de chemin, soit 2 000 m en amont	FDAAPPMA 54
LA MOSELLE CANALISEE	DIEULOUARD	Rive gauche, derrière les établissements GOUVY sur une distance de 1 200 m (pK 334,83 à 336,03) lot 34	DIEULOUARD
LA MOSELLE	DIEULOUARD	Rive droite, partie Moselle sauvage, amont et aval du RD. 10 côté autoroute A31 sur 1000 m.	DIEULOUARD
LA MOSELLE	DIEULOUARD	Rive droite, 50 m en amont du barrage du LIEGEOT, côté commune d'AUTREVILLE jusqu'au pont de l'autoroute, soit 1 200 m	DIEULOUARD
LA MOSELLE	DIEULOUARD	Moselle canalisée lots 34 et 35 amont et aval du pont RD.10, soit 2 000 m. Lot 35 jusqu'à la limite des communes de DIEULOUARD et BLENOD LES PONTAMOUSSON rive droite uniquement, soit 1 670 m. PK 333,33 à 335,00	DIEULOUARD
LA MOSELLE	PONTAMOUSSON	Rive droite : de 50 m en aval du barrage de PontàMousson jusqu'au lieu dit « trou Wathier », soit 3 500 m, lot 56 Moselle non canalisée.	BLENOD- LESPAM
LA MOSELLE	VANDIERES	Rive gauche : depuis 50 m à l'amont du seuil de Vandières jusqu'au pont TGV, soit 2 800 m.	BLENOD- LESPAM
LA MOSELLE CANALISEE	BLENOD LES PONTAMOUSSON	Rive droite, lots 36 entre la limite de la commune de DIEULOUARD et le pont	BLENOD- LESPAM

		de la centrale de BLENOD (PK333.33 à 332.25)	
ANCIEN CANAL	BLENODLESPONTAMOUSSON	Rive droite, uniquement entre l'écluse de la cartonnerie et le pont des fours à coke, lot n° 38, soit 1 200 m.	BLENOD- LESPAM
LA MOSELLE	BLENODLESPONTAMOUSSON et ATTON	Rive gauche, du PK 329 jusqu'au PK 331, soit 2 000 m. Rive droite, trou du Vouaux (au niveau du PK 329)	PONT AMOUSSON
LA MOSELLE	BLENODLESPONTAMOUSSON et ATTON	Rive droite, trou du Vouaux (au niveau du PK 329)	PONT AMOUSSON
L'ORNE	HATRIZE ET VALLEROY	Rive gauche de l'Orne à partir du ruisseau « le Petit Rhin » à HATRIZE jusqu'au labyrinthe situé à l'amont de la baignade de VALLEROY soit 2 000 m.	JOEUF HOMECOURT
ETANG DE JOUDREVILLE	JOUDREVILLE	De la digue au pont de bois côté JOUDREVILLE, soit 450 m.	JOUDREVILLE

**Article 2 :** Les limites de zones seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen à la charge du pétitionnaire.

**Article 3 :** En dehors des heures diurnes d'exercice de la pêche mentionnées à l'article R. 436-13 du code de l'environnement, c'est à dire durant la nuit, les appâts autorisés sont limités aux seuls farineux (céréales, pâtes et pelotes dites « bouillettes »).

**Article 4 :** La circulation à bord de véhicules à moteur sur les digues, chemins de halage et de service des voies navigables est interdite.

Les pêcheurs empruntent les zones de halage et de marchepied en circulant à pied ( décret du 6 février 1932 ; les articles L 2131-2 et L. 2132-16 du code général de la propriété des personnes publiques).

Les pêcheurs ne disposent d'un droit de passage et de stationnement que sur les berges des cours d'eau domaniaux ( article L. 2132-2 du code général de la propriété des personnes publiques), droit réservé à l'usage exclusif de la pêche.

Les lieux sont laissés en bon état par les pêcheurs ( déchets, détritus et autres récupérés).

**Article 5 :** Aucun aménagement de berge (terrassement, déplacement d'enrochements, édification de ponton...) ne peut être réalisé et les pontons déjà en place seront démontés.

Le respect de cette prescription est de la responsabilité de l'adjudicataire des baux.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, les maires des communes de Aingeray, Atton, Baccarat, Blénod-lès-Pont-à-Mousson, Briey, Champigneulle, Chaudeney-sur-Moselle, Custines, Dieulouard, Dommartin-lès-Toul, Dombasle-sur-Meurthe, Flavigny-sur-Moselle, Fontenoy, Frouard, Hatrize, Joudreville, Laneuveville-devant-Nancy, Liverdun, Maron, Neuves-Maisons, Neuville sur Moselle, Ormes-et-Ville, Pierre-la-Treiche, Pont-à-Mousson, Pont-Saint-Vincent, Raon-l'Etape, Rosières-aux-Salines, Tonnoy, Toul, Valleroy, Vandières, Xeulley et Xirocourt, le chef du service départemental de l'ONEMA, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires, le chef du service de la navigation du nord-est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-François RAFFY

#### **Arrêté DDT-PECHE 2012/026 du 30 novembre 2012 autorisant la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique à pratiquer des pêches à des fins scientifiques et de transporter du poisson dans le département de Meurthe-et-Moselle pour 2013**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment à son Livre premier, Titre II, information et participation des citoyens, les articles L. 122-1 à L. 122-3 (étude d'impact), à son Livre quatrième, Titre I, protection de la faune et de la flore, les articles L. 412-1, R. 412-1 et s. (régime général d'autorisation), Titre III, pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, les articles L. 432-10 (espèces interdites d'introduction), L. 432-11 (transport), L. 436-9 (autorisation de capture et transport) et R. 432-5 à R. 432-11 ;

VU la loi 2004-338 du 21 avril 2004, portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement Européen et du conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;

VU la circulaire DE/MSIE/1-DCE 2004/9 établissant les modalités d'élaboration du Schéma Directeur des Données sur l'Eau de chaque bassin hydrographique ;

VU la demande d'autorisation de pêche à des fins scientifiques présentée le 22 octobre 2012 par le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

VU l'avis de la délégation interrégionale de l'Office National de l'eau et des Milieux Aquatiques ;

VU l'avis de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDÉRANT l'intérêt scientifique de diagnostics et inventaires piscicoles dans le cadre d'études environnementales et la nécessité de rassembler leurs résultats dans un système d'information cohérent ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

#### **ARRETE**

**Article 1er :** bénéficiaire de l'opération

La fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique 50, rue Bernheim 54 000 NANCY, est autorisée à capturer dans les eaux du département de Meurthe-et-Moselle visées aux articles L. 431-3 et L. 431-5 du code de l'environnement des spécimens de poissons à des fins scientifiques et à les transporter, dans les conditions et sous les réserves précisées aux articles suivants du présent arrêté.

**Article 2 :** cadre de cette opération

Ces opérations sont réalisées dans le cadre d'études environnementales nécessitant l'établissement de diagnostics et/ou inventaires piscicoles et qui revêtent un aspect scientifique.

Sont incluses dans la présente autorisation les captures de sauvetage ou de gestion de peuplements piscicoles pour expositions à but pédagogique.

**Article 3 :** responsables de l'exécution matérielle

Eric TAVOSO, directeur de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique

Pierre POMMERET, chargé de mission à la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique

Nicolas MEYNARD, chargé de mission à la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique

Morgan ROUVIER, agent de développement à la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique

Gérard SCHNEBELEN, bénévole de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique

Roger HAAS, bénévole de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique

Jean-Louis GILLET, bénévole de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique

Roland PIERRON, bénévole de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique

Nelly LATOUCHE, bénévole de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique

Sébastien MICELLI, agent de développement à la fédération de Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique

Florient DOHET, agent de développement à la fédération de Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique

Isabelle DESPIERRES, chargée de mission à la fédération de Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique

Hervé SALVE, directeur de la fédération de Meuse pour la pêche et la protection du milieu aquatique

Fabrice HEBERLE, chargé de mission à la fédération de Meuse pour la pêche et la protection du milieu aquatique

Sébastien CORMONT, agent de développement à la fédération de Meuse pour la pêche et la protection du milieu aquatique

**Article 4 :** validité de l'autorisation

La présente autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2013.

**Article 5 :** moyens de capture autorisés

Pêche électrique au moyen d'appareils homologués à cet effet, ainsi qu'au moyen de nasse, de filets, de carrelets, de balances à écrevisses, de lignes ou d'épuisettes et à la main.

Dans le cas de pêche à l'électricité, le bénéficiaire utilisateur de matériel homologué devra notamment observer les dispositions légales en matière d'hygiène et sécurité du code du travail, et notamment les dispositions du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 et bénéficier de la certification annuelle du matériel utilisé.

**Article 6 :** destination du poisson capturé

Le poisson capturé sera remis à l'eau sur place, après identification et mesures biométriques, sauf dans les cas suivants :

Mauvais état sanitaire ;

Le poisson mort au cours de la pêche sera remis au détenteur du droit de pêche jusqu'à concurrence de ses frais ; au delà, il sera remis à un représentant de l'autorité publique ou à une œuvre de bienfaisance ;

Les poissons destinés aux analyses ou observations scientifiques impliquant leur destruction ;

Les poissons appartenant à des espèces dont l'introduction dans les eaux libres est interdite et qui devront être détruits sur place ;

Par ailleurs, les espèces particulières qui n'auront pas été formellement identifiées seront photographiées et un individu de chaque espèce sera conservé et remis au service de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques.

**Article 7 :** accord du (des) détenteur (s) du droit de pêche

Le bénéficiaire ne peut exercer les droits qui sont liés à la présente autorisation que s'il a obtenu l'accord du (des) détenteur(s) du droit de pêche pour chaque opération envisagée. Il devra fournir à cet effet à toute personne habilitée au contrôle de ces opérations un accord écrit daté et signé précisant la validité d'intervention. Cette autorisation devra faire l'objet d'une localisation précise sur un plan établi au 1/25 000ème (et le cas échéant, une autorisation d'accès sur les terrains concernés, nécessaire en vue de l'organisation de l'opération et de son contrôle).

**Article 8 :** déclaration préalable

Un mois au moins avant chaque opération, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'adresser une déclaration écrite précisant le programme, les dates et lieux de captures, les moyens mis en œuvre, la destination des poissons capturés, à la DDT, à la Direction Régionale de Metz de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (O.N.E.M.A.) ainsi qu'au chef du service départemental de l'Onema. Dans le cadre d'opérations situées sur le DPF géré par Voies navigables de France, au moins un mois avant chaque opération, le bénéficiaire devra adresser une demande écrite à Voies navigables de France (Case Officielle n°80062 28 boulevard Albert 1er - 54036 NANCY cedex ) précisant la date, le lieu d'intervention, le type et le numéro d'immatriculation des véhicule qui interviendront.

**Article 9 :** compte-rendu d'exécution

Le format des données qui doivent être fournies après réalisation des pêches, devra faire l'objet d'un accord préalable avec l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (DiR de Metz) afin de se conformer au Schéma Directeur de Données sur l'Eau du bassin hydrographique.

Les protocoles d'échantillonnages devront s'appuyer sur les normes européennes quand elles existent ("Guidance", normes CEN, notamment pour les pêches à l'électricité, pêche aux filets).

Dans le délai d'un mois après la réalisation des opérations, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'adresser un compte-rendu d'exécution respectant les protocoles ou formats précités et précisant la destination donnée aux poissons pêchés :

- à la DDT du département où sont réalisées les opérations ;

- au Délégué Interrégional de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques qui fait part de ses avis et de ses observations quant à l'exploitation des données ainsi qu'au chef du service départemental de l'Onema ;

Le compte-rendu d'exécution doit être revêtu des observations et de la signature de l'agent commissionné au titre de la police de la pêche, qui est désigné pour contrôler les opérations.

**Article 10 :** rapport annuel

Dans un délai de six mois à compter de l'expiration de la présente autorisation, le bénéficiaire adresse un rapport de synthèse sur les opérations réalisées, indiquant les lieux, dates, objets, résultats et conclusions au préfet coordonnateur de bassin (DREAL).

**Article 11 :** présentation de l'autorisation

Le bénéficiaire de l'autorisation, ou la personne responsable de l'exécution matérielle, doit présenter l'autorisation à toute demande des agents chargés de la police de la pêche en eau douce. S'il ne peut le faire ou s'il s'y refuse, il s'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe.

La personne qui participe à l'exécution d'une opération de capture ou de transport s'expose aux sanctions prévues par la législation et la réglementation de la pêche en eau douce si le bénéficiaire de l'autorisation ou la personne responsable de l'exécution matérielle de l'opération n'est pas présent sur les lieux.

**Article 12 :** retrait de l'autorisation

Les autorisations exceptionnelles de capture et de transport du poisson sont personnelles et incessibles. Elles peuvent être retirées à tout moment et sans indemnité si le bénéficiaire ne respecte pas les clauses figurant dans son autorisation ou les prescriptions qui lui sont liées, ou si lui-même ou la personne responsable de l'exécution matérielle n'est pas présent au cours de l'opération.

Dans le cas de défaut d'accord du détenteur du droit de pêche, l'autorité administrative peut procéder au retrait de l'autorisation. Le contrevenant s'expose de surcroît à des poursuites aux fins de réparations civiles.

**Article 13 :** Respect des prescriptions des autorisations

S'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe, toute personne qui n'a pas respecté les prescriptions de la présente autorisation.

**Article 14 : exécution**

le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique et dont ampliation sera adressée au délégué interrégional de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatique ;

Nancy, le 30 novembre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-François RAFFY

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

### SERVICE DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS

#### Arrêté du 26 décembre 2012 fixant le tarif des transports par taxis

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'article L.410-2 du code de commerce et le décret d'application n° 2002-689 du 30 avril 2002 fixant ses conditions d'application ;  
VU l'article 88 de la loi n° 87588 du 30 juillet 1987 modifiée, portant diverses mesures d'ordre social ;  
VU la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur de taxi et à la profession d'exploitant et son décret d'application n° 95-935 du 17 août 1995 ;  
VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instruments de mesures taximètres ;  
VU le décret n° 87-238 du 6 avril 1987 réglementant les tarifs des courses par taxis, modifié par le décret n° 2005-313 du 1er avril 2005 ;  
VU le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure et l'arrêté interministériel du 18 juillet 2001 relatif aux taximètres en service ;  
VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;  
VU l'arrêté ministériel du 3 décembre 1987 relatif à l'information du consommateur sur les prix ;  
VU l'arrêté ministériel du 10 septembre 2010 relatif à la délivrance de note pour les courses de taxi ;  
VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2012 relatif aux tarifs des courses de taxis en 2013 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 8 février 2012 relatif aux tarifs des transports de taxis en Meurthe-et-Moselle ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

#### ARRETE

**Article 1er :** A compter de la publication du présent arrêté, les tarifs maxima applicables dans le département de Meurthe-et-Moselle pour le transport de personnes par taxis sont fixés comme suit, T.V.A. comprise, quel que soit le nombre de places que la voiture comporte et que celles-ci soient toutes occupées ou non :

- Prise en charge : 2,70€.
- Indemnité d'heure d'attente ou de marche lente : 17,50€, soit une chute de 0,10€ toutes les 20,57 secondes.
- Tarifs kilométriques pour une valeur de chute de 0,10€.

désignation au compteur	TARIF APPLICABLE AU KM	VALEUR DE LA CHUTE	DISTANCE PARCOURUE PENDANT UNE CHUTE
A	0,81€	0,10€	123,46 m
B	1,18€	0,10€	84,74 m
C	1,62€	0,10€	61,73 m
D	2,36€	0,10€	42,37 m

Courses de petite distance : le tarif minimum, suppléments inclus, susceptible d'être perçu pour une course est fixé à 6,60 euros.

#### Article 2

- a) Tarif A (jour) ) Transport avec départ à vide et retour chargé  
Tarif B (nuit) ) à la station  
b) Tarif C (jour) ) Transport avec départ chargé et retour à vide  
Tarif D (nuit) ) à la station

Dans les deux cas, le compteur ne doit être mis en service qu'au moment de la prise en charge effective du client.

#### c) Transports sur appels :

Pour les transports sur appels, le compteur doit être mis en service dès le départ de la station et aux conditions suivantes :

- départ de la station au lieu de prise en charge : Tarif A (jour) ou B (nuit)
- après prise en charge du client :
  - 1 - Si l'itinéraire en charge coïncide intégralement avec le retour à la station : application des tarifs A ou B.
  - 2 - Si l'itinéraire en charge coïncide pour partie avec l'itinéraire de retour à la station : application des tarifs A ou B jusqu'à la station puis application des tarifs C (jour) ou D (nuit) pour le reste du parcours.
  - 3 - Si l'itinéraire en charge est différent de l'itinéraire de retour à la station : application des tarifs C ou D.

#### Article 3 : MODALITES D'APPLICATION DES TARIFS

- La prise en charge comprend en franchise un parcours équivalent à la valeur d'une chute au compteur.
- Les tarifs de nuit sont applicables de 19 heures à 7 heures.
- Les dimanches et jours fériés, les tarifs B et D ci-dessus sont pratiqués de 7 heures à 19 heures.
- Pour toute course dont une partie est effectuée pendant les heures de jour et l'autre partie pendant les heures de nuit, il sera fait application du tarif « jour » pour la fraction effectuée le jour et du tarif « nuit » pour la fraction effectuée aux heures de nuit.
- La pratique du tarif neige-verglas est subordonnée aux deux conditions suivantes : routes effectivement enneigées ou verglacées et utilisation d'équipements spéciaux ou de pneumatiques antidérapants dits « pneus hiver ».
- Ce tarif ne doit pas excéder le tarif d'une course de nuit, correspondant au type de course concerné (tarifs B ou D).
- Une information par voie d'affichette apposée dans les véhicules doit indiquer à la clientèle les conditions d'application et le tarif pratiqué.

#### Article 4 : SUPPLEMENTS

Les seuls suppléments pouvant être demandés sur le prix de la course sont les suivants :

- 4ème personne adulte : 1,00€
- Transport d'animaux : 0,50€

- Petits bagages pouvant tenir dans le coffre fermé : 0,60€ (forfait)

- Bicyclettes, voitures d'enfants, malles, skis ou autres colis ne pouvant tenir dans le coffre fermé : 0,70€ par colis.

Aucun supplément ne peut être perçu pour les bagages pouvant être transportés sur les genoux des voyageurs.

Hormis le cas prévu à l'article 88 de la loi n° 87-588 modifiée du 30 juillet 1987 (chiens d'aveugles), les professionnels ont la faculté de refuser de prendre en charge tout animal dans leurs véhicules ; dans ce cas, ils ne devront pas assurer la publicité de ce service.

**Article 5 :** A titre de mesure accessoire, toutes les voitures de place dites « TAXIS » doivent être pourvues d'un compteur horokilométrique à quatre tarifs conçu pour la lecture directe du prix des courses et d'un dispositif extérieur lumineux, répéteur de tarifs suivant la réglementation spécifique régissant cette activité. Ces appareils seront conformes à la réglementation en vigueur et feront l'objet des vérifications périodiques nécessaires.

Ce compteur ne doit être déclenché au départ de la station, ou éventuellement en cours de route, que dans les conditions définies au présent arrêté.

Tout changement de tarifs pendant la course doit être signalé à la clientèle.

**Article 6 :** Pour faire procéder à la mise à jour de leurs compteurs, les professionnels disposent d'un délai de deux mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pendant ce délai et sur justification que le compteur ne porte pas encore la lettre « E » de couleur ROUGE (différente des positions tarifaires et d'une hauteur minimale de 10 mm) indiquant qu'il a été transformé, ils devront, pour percevoir une hausse de + 2,6 % correspondant à l'augmentation des tarifs, utiliser un tableau de concordance qui sera affiché à l'intérieur du véhicule de façon à être lisible et visible de la clientèle.

Après ce délai, la somme à régler sera celle inscrite au compteur majoré éventuellement des suppléments pour bagages, transport de la 4ème personne adulte et transport d'animal.

**Article 7 :** Un extrait des tarifs devra être affiché dans chaque véhicule de manière parfaitement visible et lisible du client.

De plus, une information par voie d'affichette apposée de la même manière à bord du taxi devra indiquer à la clientèle les conditions d'application de la prise en charge dans les termes suivants :

« Quel que soit le montant inscrit au compteur, la somme perçue par le chauffeur ne peut être inférieure à 6,40€, suppléments compris ».

**Article 8 :** La remise de note devra être assurée conformément aux dispositions de l'Arrêté Ministériel du 10 septembre 2010 publié le 21 septembre 2010 au J.O.R.F.

**Article 9 :** Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie et réprimée conformément à la législation en vigueur.

**Article 10 :** Cessent d'être applicables les dispositions de l'arrêté Préfectoral du 8 février 2012.

**Article 11 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale de la protection des populations sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique

- au colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle

- au directeur départemental des territoires.

Nancy, le 26 décembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean -François RAFFY

*Délais et voies de recours :*

*Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :*

**Un recours gracieux** motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.

**Un recours hiérarchique** auprès du Ministre de l'intérieur

Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques-Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative-11 rue des Saussaies 75008 Paris cedex 08.

*En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

**Un recours contentieux** devant le Tribunal Administratif, 5, place de la Carrière-CO N° 38 – 54036 NANCY Cedex.

*Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)*

*Joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée, et, le cas échéant, tout document considéré comme utile à l'instruction de la requête.*

*L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.*

## **AVIS ET COMMUNICATIONS**

### **AUTRES SERVICES**

## **CENTRE HOSPITALIER REGIONAL METZ-THONVILLE**

### **CELLULE DES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES**

#### **Avis de concours interne sur titres du 12 décembre 2012 pour le recrutement de cadres de santé, filière infirmière**

Un concours interne sur titres est ouvert au Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, en application de l'article 2 du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière modifié, en vue de pourvoir les postes suivants vacants dans cet établissement :

- sept postes de cadre de santé, filière infirmière

Peuvent être admis à concourir :

- Les fonctionnaires hospitaliers :

\* titulaires du diplôme de cadre de santé

\* relevant des corps régis par le décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers

\* comptant au 1er janvier de l'année du concours au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps régis par le décret précité

- Les agents non titulaires de la fonction publique hospitalière :

\* titulaires de l'un des diplômes d'accès aux corps régis par le décret n°88-1077 du 30 novembre 1988

\* titulaires du diplôme de cadre de santé

\* ayant accompli au moins cinq ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière infirmière

Les candidats titulaires des certificats cités à l'article 2 du décret n°95-926 du 18 août 1995 portant création du diplôme de cadre de santé sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé.

Les dossiers de candidature sont à retirer au :

Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville  
Cellule des Qualifications Professionnelles  
1 Allée du Château  
CS 45001 – 57085 METZ Cedex 03

Le dossier, dûment rempli et accompagné des pièces demandées, est à déposer ou à envoyer par courrier recommandé (le cachet de la poste faisant foi) à l'adresse ci-dessus ;

au plus tard le 20 février 2013

Metz, le 12 décembre 2012

Le Directeur Adjoint des Ressources Humaines et des Relations Sociales,  
Alexandre SARRIS

---

**Avis de concours externe sur titres du 12 décembre 2012 pour le recrutement d'un cadre de santé, filière infirmière**

Un concours externe sur titres est ouvert au Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, en application de l'article 2 du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière modifié, en vue de pourvoir le poste suivant vacant dans cet établissement :

- un poste de cadre de santé, filière infirmière

Peuvent être admis à concourir les candidats :

- titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps régis par le décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988, portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la fonction publique hospitalière,
- titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent,
- ayant exercé dans le secteur privé ou public, une activité professionnelle de même nature et équivalente à celle des agents appartenant aux corps précités pendant au moins cinq ans à temps plein ou une durée de cinq ans d'équivalent temps plein.

Les candidats titulaires des certificats cités à l'article 2 du décret n°95-926 du 18 août 1995 portant création du diplôme de cadre de santé sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé.

Les dossiers de candidature sont à retirer au :

Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville  
Cellule des Qualifications Professionnelles  
1 Allée du Château  
CS 45001 – 57085 METZ Cedex 03

Le dossier, dûment rempli et accompagné des pièces demandées, est à déposer ou à envoyer par courrier recommandé (le cachet de la poste faisant foi) à l'adresse ci-dessus ;

au plus tard le 20 février 2013

Metz, le 12 décembre 2012

Le Directeur Adjoint des Ressources Humaines et des Relations Sociales,  
Alexandre SARRIS

---

**Avis de concours interne sur titres du 17 décembre 2012 pour le recrutement d'un cadre de santé, filière rééducation**

Un concours interne sur titres est ouvert au Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, en application de l'article 2 du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière modifié, en vue de pourvoir les postes suivants vacants dans cet établissement :

- un poste de masseur kinésithérapeute, cadre de santé

Peuvent être admis à concourir :

- Les fonctionnaires hospitaliers :

\* titulaires du diplôme de cadre de santé

\* relevant des corps régis par le décret n° 89-609 du 1er septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation

\* comptant au 1er janvier de l'année du concours au moins cinq ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps régis par le décret précité

- Les agents non titulaires de la fonction publique hospitalière :

\* titulaires de l'un des diplômes d'accès aux corps régis par le décret n° 89-609 du 1er septembre 1989

\* titulaires du diplôme de cadre de santé

\* ayant accompli au moins cinq ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière rééducation

Les candidats titulaires des certificats cités à l'article 2 du décret n°95-926 du 18 août 1995 portant création du diplôme de cadre de santé sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé.

Les dossiers de candidature sont à retirer au :

Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville  
Cellule des Qualifications Professionnelles  
1 Allée du Château  
CS 45001 – 57085 METZ Cedex 03

Le dossier, dûment rempli et accompagné des pièces demandées, est à déposer ou à envoyer par courrier recommandé (le cachet de la poste faisant foi) à l'adresse ci-dessus ;

au plus tard le 20 février 2013

Metz, le 17 décembre 2012

Le Directeur Adjoint des Ressources Humaines et des Relations Sociales,  
Alexandre SARRIS

